

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 173

28 janvier 2011

SOMMAIRE

AC Multistrategy	8299	Luxlocation S.à r.l.	8304
AI Dynamic Alpha Fonds	8297	Lyra Invest Fund	8289
Alpha Top Select Vorsorge	8299	Marifin S.A.	8259
ASW Investments 2 S.à r.l.	8300	Media-Consulting-Pint G.m.b.H.	8303
ASW Investments 3 S.à r.l.	8301	Mira Invest Fund	8292
Avalon Multi Asset Fund	8299	Mithras Leasing (No. 2) S.à r.l.	8298
Babyworld	8304	O.G. Lux S.A.	8303
Bahlsen GmbH	8300	OneWorld Tactics	8291
Berenberg Funds IV	8289	Paladino s.à r.l.	8303
Brixen S.A.	8301	Partner Fonds Europa Renten	8289
Centric IT Solutions Luxembourg S.A. ...	8259	Placindus S.A.	8260
Christiania Compagnie S.à r.l.	8302	Plâtrerie GIOMBETTI S.à r.l.	8301
Corvin S.A.	8302	Prima	8263
Dexia Global	8261	Prometheus AI	8299
Dexia Global	8260	Real Estate MK	8298
Dresdner Leasing 3 S.à r.l.	8298	Rhein Asset Management (LUX) Fund ...	8299
European Middle East Investment Corpo- ration S.A.	8258	SA.TU. S.A.	8302
FBP Funds Sicav	8259	Société Générale d'Investissements Pro- fessionnels	8296
Financière du Stuff S.A.	8258	Strategy Select	8299
Fortezza NON IPO S.à r.l.	8303	The European Fund For Southeast Europe S.A., SICAV-SIF	8289
FTC Futures Fund Sicav	8262	The European Fund For Southeast Europe S.A., SICAV-SIF	8263
FU Fonds	8298	Tiger Fund	8298
Holz Center Sàrl	8304	Veran S.P.F.	8258
Holz Center Sàrl	8304	Viggo S.A.	8263
Industrie du Bois Diekirch, SA	8304	VOSNES INVESTMENT S.A.	8260
Janeiro S.A.	8262	ZENAR Fonds	8300
Knowledge Base Systems SA	8300		
Leufgen Trade & Services AG	8294		
Lion-Belgium	8261		

EMIC, European Middle East Investment Corporation S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 13.545.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE ORDINAIRE

qui se tiendra au 16, boulevard Royal à Luxembourg, le 11 février 2011 à 15 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation du bilan au 31 décembre 2009.
3. Décision sur l'affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011007980/35/17.

Financière du Stuff S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 105.803.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 18 février 2011 à 17:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Ratification de la demande faite par le Conseil d'Administration à la société Fin-Contrôle de procéder à l'examen des comptes annuels au 31 décembre 2009
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011014176/795/17.

Veran S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 109.491.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 16 février 2011 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2010.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011014203/1023/17.

Centric IT Solutions Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 37CD, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 57.916.

Hiermit laden wir unsere Aktionäre ein zu der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

welche am 11. Februar 2011 um 11.30 Uhr an der Adresse 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg stattfinden wird.

Tagesordnung:

1. Abberufung von Herrn Uwe SALZMANN als Verwaltungsratsmitglied der Klasse A mit sofortiger Wirkung.
2. Ernennung von Herrn René NOWOTNY als neues Verwaltungsratsmitglied der Klasse A mit sofortiger Wirkung.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011013142/521/14.

Marifin S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 62.916.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18.2.2011 à 11H00 au 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour :

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2010
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011014023/560/16.

FBP Funds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 97.405.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at the registered office on Friday February 18, 2011 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Board of Directors' report
2. Auditors' report
3. Review and approval of the annual accounts as at September 30, 2010
4. Discharge to the Directors
5. Allocation of the result
6. Statutory appointments
7. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented.

In order to attend the Meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting at the Registered Office of the company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011013981/755/22.

Placindus S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 31.182.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 17 février 2011 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011014108/534/15.

VOSNES INVESTMENT S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 109.515.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 16 février 2011 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2010.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011014232/1023/17.

Dexia Global, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 84.727.

L'ASSEMBLEE GENERALE

des actionnaires («l'Assemblée») de DEXIA GLOBAL aura lieu extraordinairement et anticipativement dans les locaux de Dexia Asset Management, 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, le 14 février 2011 à 10 heures

Ordre du jour:

1. Constatation et approbation de la tenue anticipée de l'Assemblée Générale en date du 14 février 2011 à 10 heures relative à l'approbation des comptes au 30 septembre 2010 et à la décharge à donner au Conseil d'Administration; cette Assemblée se tient anticipativement étant donné qu'une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a été convoquée le 14 février 2011 à 11 heures pour se prononcer en faveur de la fusion de DEXIA GLOBAL avec le compartiment Cash + 100 de DEXIA PRIME ADVANCED par voie d'absorption.
2. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2010
3. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2010
4. Affectation des résultats
5. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2010
6. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
7. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à cette Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire au moins deux jours francs avant la tenue de l'assemblée auprès de DEXIA GLOBAL, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Mme Mylène Castellani (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L - 1470 Luxembourg.

DEXIA GLOBAL
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2011014139/755/33.

Lion-Belgium, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 43.046.

Hiermit wird allen Anteilhabern der Lion Belgium, SICAV mitgeteilt, dass eine

AUSSERORDENTLICHE GESELLSCHAFTERVERSAMMLUNG

am 9. Februar 2011 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg, stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Ernennung von KPMG Audit S. à r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, zum Réviseur à la liquidation des Liquidationsverfahrens
2. Festlegung des Termins für die das Liquidationsverfahren abschließende außerordentliche Generalversammlung
3. Bestätigung des Gesellschaftssitzes in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
4. Verschiedenes

Zur Teilnahme an der außerordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 4. Februar 2011 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes am Sitz der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Luxemburg, im Januar 2011.

Lion Belgium, SICAV (in Liquidation).

Référence de publication: 2011009481/755/22.

Dexia Global, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 84.727.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 10 janvier 2011, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 14 février 2011 à 11.00 heures dans les locaux de Dexia Asset Management, 136, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Approbation de la fusion de la Société avec le compartiment Cash + 100 de DEXIA PRIME ADVANCED (la "SICAV"), une société d'investissement à capital variable organisée sous la loi luxembourgeoise et ayant son siège social, 69, route d'Esch à Luxembourg, et après avoir entendu:

- I. le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet de fusion (le "Projet de Fusion") publié au Mémorial et déposé au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et le rapport de vérification prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé
- II. par KPMG Audit Luxembourg ayant son siège social à Luxembourg agissant en tant qu'expert indépendant concernant la fusion.
 - a) approuver le Projet de Fusion;
 - b) approuver l'attribution aux actionnaires de la Société d'actions du compartiment Cash + 100 de la SICAV en échange de la contribution par la Société de tous ses actifs et passifs avec effet à la date où la fusion deviendra effective (la "Date Effective"), les nouvelles actions en question étant émises sur base de la parité déterminée par rapport aux valeurs nettes d'inventaire des compartiments à fusionner établies à la Date Effective.

Si, suite à l'échange, l'actionnaire se voit attribuer une fraction d'action, il pourra soit se faire racheter par le compartiment absorbant cette fraction d'action sans frais, sauf taxes éventuelles, soit compléter sa fraction d'action moyennant paiement, pour obtenir un nombre entier d'actions;

c) constater la dissolution de la société et décider d'annuler toutes les actions émises.

Les Documents suivants peuvent être consultés par les actionnaires au siège de la Société pendant les heures d'ouverture normales des bureaux, et une copie peut en être obtenue sans frais:

- 1) le Projet de Fusion;
- 2) les rapports des Conseils d'Administration de la Société et de la SICAV;
- 3) les rapports de KPMG Audit Luxembourg ayant son siège social à Luxembourg agissant en qualité d'expert indépendant de la fusion;
- 4) les prospectus actuels et les rapports annuels des trois derniers exercices de la Société et de la SICAV;
- 5) un état comptable de la Société et du compartiment Cash + 100 de la SICAV arrêté conformément à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV au moins deux jours francs avant la tenue de l'assemblée.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions au moins cinq jours francs avant la tenue de l'assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011005280/755/46.

FTC Futures Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 47.021.

Die Aktionäre der SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

einberufen, welche am Sitz der Gesellschaft am 7. Februar 2011 um 11.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

1. Billigung des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates und des Berichtes des Abschlussprüfers
2. Billigung des Jahresabschlusses und der Ergebniszuweisung per 30. September 2010
3. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder für das abgelaufene Geschäftsjahr
4. Satzungsgemäße Ernennungen
5. Verschiedenes

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

Um an der Hauptversammlung teilzunehmen, soll jeder Aktionär seine Aktien einen Arbeitstag vor dem Datum der Versammlung bei der KBL European Private Bankers S.A., 43, Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg hinterlegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011010043/755/22.

Janeiro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 110.234.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 7 février 2011 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2010, et affectation du résultat.

3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2010.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011010140/1023/18.

Viggo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 111.185.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 février 2011 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2010.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011010218/1023/17.

Prima, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de PRIMA modifié au 1^{er} janvier 2011 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, janvier 2011.

Prima Management S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010175107/11.

(100201734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2010.

The European Fund For Southeast Europe S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 114.452.

In the year two thousand and ten, on the seventeenth day of December, before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of shareholders of The European Fund for Southeast Europe, a société anonyme qualifying as société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé in accordance with the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, having its registered office in 31, z.a. Bourmicht, L-8070 Bertrange (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of notary Henri Hellinckx on 15 December 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 14 March 2006 under number 538 as lastly amended by a notarial deed of notary Henri Hellinckx on 16 December 2009 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 24 February 2010 under number 397.

The meeting is opened at 2.00 p.m. with Francis Pedrini, employee, residing professionally in Bertrange, in the chair, who appointed as secretary Claire De Boeck, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Laurence Kreicher, employee, residing professionally in Bertrange.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Consider the restatement of the mission statement of the Company so as to reflect that the Company will aim to foster economic development and prosperity not only in the Southeast Europe region but also in the European Eastern Neighbourhood;
2. Consider the addition of Croatia and Turkey as eligible nations;
3. Consider the conversion of the Company into a stand-alone structure;
4. Consider other amendments in order to be consistent with the proposed amendments to be made in the Issue Document;
5. As a consequence thereof, consider the full restatement of the articles of incorporation of the Company in the form attached hereto;
6. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialed "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That the shareholders present or represented declare that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting.

IV. That the present meeting, representing ninety-seven dot eleven percent (97.11%) corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting after deliberation takes together with the positive vote of the European Commission or of its trustee on the first resolution in accordance with the issue document of the Company and article 33 of the articles of incorporation of the Company, the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to restate the mission statement of the Company so as to reflect that the Company will aim to foster economic development and prosperity not only in the Southeast Europe region but also in the European Eastern Neighbourhood region.

This resolution has been passed by 9722 votes in favour, 0 votes against and 20 abstentions.

Second resolution

The general meeting resolves to add Croatia and Turkey as eligible nations.

This resolution has been passed by 8097 votes in favour, 0 votes against and 1645 abstentions.

Third resolution

The general meeting resolves to approve with effect as of 1 January 2011 the conversion of the Company into a stand-alone structure.

This resolution has been passed by 9722 votes in favour, 0 votes against and 20 abstentions.

Fourth resolution

The general meeting resolves to approve with effect as of 1 January 2011 other amendments in order to be consistent with the proposed amendments to be made in the Issue Document.

This resolution has been passed by 8097 votes in favour, 0 votes against and 1645 abstentions.

Fifth resolution

The general meeting resolves as a consequence of the above resolutions to restate the articles of incorporation of the Company as follows with effect of 1 January 2011:

"Title I - Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "The European Fund for Southeast Europe S.A., SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the commune of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or its possessions) by a decision of the board of directors. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the board of directors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner described in Article 31 hereof.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it, within the framework of its mission, in securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the law of 13 February 2007 on specialized investment funds (the "2007 Law").

Art. 5. Mission Statement. The Company aims to foster economic development and prosperity in the Southeast Europe region and in the European Eastern Neighborhood region through the sustainable provision of additional development finance, notably to micro and small enterprises and to private households, via qualified financial institutions.

In pursuing its development goal the Company will observe principles of sustainability and additionality, combining development and market orientations.

Art. 6. Eligible Nations/National Entities. Albania, Armenia, Azerbaijan, Belarus, Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Georgia, Kosovo under the United Nations Security Council resolution UNSCR 1244/99, the Former Yugoslav Republic of Macedonia, Moldova, Montenegro, Romania, Serbia, Turkey and Ukraine are eligible nations/national entities for the Company.

Any other nations/national entities in the Southeast Europe region, including those which are considered as countries of operation by the European Bank for Reconstruction and Development or which are countries eligible under the Pre-Accession Assistance of the European Union, may become eligible upon approval by the board of directors.

Title II - Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 7. Share Capital - Classes of Shares and Notes. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 13 hereof. The minimum capital increased by share premium, if any, shall be as provided by law i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000).

The initial capital was fifty thousand Euro (EUR 50,000) divided into, two (2) B Shares, of no par value.

The shares to be issued pursuant to Article 9 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes or sub-classes, each evidencing a different level of risk, as more fully described in the issue document of the Company as amended from time to time (the "Issue Document"):

- Different Sub-Classes of C Shares, which may be issued in successive Tranches, bear the first National Losses on investments made in a specific Nation/National Entity or in a specific region as well as a portion of Generic Losses as further described in sections "Shares" and "Subordination Waterfall" of the Issue Document;

- B Shares, which may be issued in successive Tranches, bear Losses only if the NAV of the relevant National C Shares (if any) has been reduced to zero, and the NAV of the relevant Regional C Shares has been reduced up to a maximum percentage of the NAV of such Regional C Shares, as further described in section "Subordination Waterfall" of the Issue Document; and

- A Shares, which may be issued in successive Tranches, bear Losses only if the NAV of all the B Shares has been reduced to zero, as further described in section "Subordination Waterfall" of the Issue Document.

In order to protect senior class(es) of shares in cases of losses, each class of shares shall comply with a subordination percentage as set forth in the Issue Document which shall describe the percentage of the combined value of possible losses which shall be absorbed by the subordinated classes of shares.

The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 8. Form of Shares.

(1) Shares shall only be issued in registered form and are exclusively restricted to institutional, professional and/or well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law. The Company will not issue, or give effect to any transfer of securities to any investor who does not comply with this provision.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

(2) Transfer of registered shares shall be effected (i) by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore and, (ii) upon delivery to the Company of the transfer form duly fulfilled and signed by the transferee and the transferor and (iii) acceptance of the new investor by the board of directors and the transfer agent unless otherwise provided for in the Issue Document. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorised thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s). Moreover, in the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

(5) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote, except to the extent their number is so that they represent a whole share, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 9. Issue of Shares. The board of directors is authorised, subject to the conditions described in the Issue Document, to issue, at any time, in several tranches, an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issue Document.

Whenever the Company offers shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant tranche as determined in compliance with Article 13 hereof as of such Valuation Day (as defined hereinafter) as is determined in accordance with such policy determined from time to time by the board of directors. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors and as described in the Issue Document. The price so determined shall be payable within a period as determined from time to time by the board of directors and disclosed in the Issue Document. The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The board of directors may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation, if applicable, to deliver a contribution in kind report from the auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé") which shall be available for inspection and provided that such securities comply with the investment objectives and policy of the Company.

Art. 10. Redemption of Shares. The Company is a closed-ended undertaking for collective investment. Consequently, shares in the Company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The shares may however be redeemed compulsorily if a shareholder is found not to be an institutional investor, a professional investor or a well-informed investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law.

In addition, the Company may redeem its shares in the circumstances described in the Issue Document and whenever the board of directors considers this to be in the best interest of the Company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by law, by these Articles and by the Issue Document.

The redemption price shall be an amount based on the net asset value per share determined in accordance with the provisions of Articles 12(2) and 13 less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Issue Document for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall not exceed ten (10) business days from the relevant Valuation Day, provided that the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 14 hereof.

All redeemed shares may be cancelled.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 13) as of the redemption day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 11. Conversion of Shares. Shareholders are only entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class into shares of another existing class of the Company if such conversion is permitted according to the Issue Document. When authorised, such conversion shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine and disclosed in the Issue Document.

Art. 12. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm, partnership or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the existing shareholders or to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the board of directors being herein referred to as "Prohibited Persons").

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice; his name shall be removed from the register of shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company preceding the date of the purchase notice as determined in accordance with Article 10 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or classes of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the terms "U.S. Person" mean with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or "resident alien" within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term "U.S. Person" means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on this worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term "U.S. person" also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. "United States" means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

Art. 13. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class, sub-class or tranche shall be calculated in Euro. It shall be determined as of any Valuation Day, by dividing the net assets of the Company attributable to each class, sub-class or tranche of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, sub-class or tranche, on any such Valuation Day, by the number of shares in the relevant class, sub-class or tranche then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class, sub-class or tranche of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

The calculation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills, demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

a. Debt instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market will be initially valued at their fair value, then valued subsequently at amortized cost less an impairment provision, if any, as further described in the Issue Document.

b. The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

c. The value of assets which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.

d. The value of assets dealt in on any other Regulated Market is based on the last available price.

e. All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

f. In the event that, for any assets, the price as determined pursuant to sub-paragraph (a), (d) or (e) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith by the board of directors.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

1) all loans, securitized or not such as the notes, bills and accounts payable;

2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees -if any-, custodian fees, and corporate agents' fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

5) an appropriate provision for taxes based on capital and income to the Valuation Day as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with the Company's accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees (investment management fees and performance fees, if any) payable to its investment managers, fees and expenses payable to its auditors and accountants, Custodian (as defined hereinafter) and its correspondents, administrative agent and paying agent, any listing agent, domiciliary agent, any distributor(s) and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable traveling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses including the costs of preparing, printing, advertising and distributing issue documents, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, the costs for the publication of the issue, conversion, if any, and redemption prices and all other operating expenses, the costs for the publication of the issue and redemption prices, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount payable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The net asset value per A, B and C Shares shall be calculated using the following methodology:

1. Between classes of shares and tranches, the assets and liabilities as well as income and losses are allocated in accordance to the provisions as outlined in this Article and the Issue Document.

2. The assets, liabilities, income and expenses will be established for the Company using valuation and accounting principles as described above. The net asset value derived from such balance sheet thus established under the accounting principles of the Company will then be allocated to the net asset value of each tranche of A, B and C Shares.

The total net asset value of each tranche of A, B and C Shares will be divided by the respective number of shares of each tranche of A, B and C Shares to calculate the net asset value per share of each tranche of A, B and C Shares.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 10 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the redemption day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than Euro shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;
- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day then its value shall be estimated by the Company.

Art. 14. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares. The net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a year at a frequency determined by the board of directors, such date being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular class or tranche and the issue, redemption and conversion of its shares in the following cases:

- a) during any period when market or stock exchange which is the principal market or stock exchange on which a substantial portion of the investments of the Company is listed is closed, other than for ordinary holidays, or during which dealings are considerably restricted or suspended;
- b) when for any other exceptional circumstance the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained;
- c) when the means of communication normally used to calculate the value of assets of the Company are suspended or when, for any reason whatsoever, the value of an investment of the Company cannot be calculated with the desired speed and precision;
- d) when restrictions on exchange or the transfer of capital prevent the execution of dealings of the Company or when buying and selling transactions on its behalf cannot be executed at normal exchange rates;
- e) when factors which depend, among other things, on the political, economic, military and monetary situation and which evade the control, responsibility and means of action of the Company, prevent the Company from having access to its assets and from calculating its net asset value in a normal or reasonable manner;
- f) when the board of directors so decide, provided all shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied as soon as an extraordinary general meeting of shareholders of the Company has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to the concerned investors.

Such suspension as to any class or tranche of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, conversion and redemption of shares of any other class or tranche of shares if the assets within such other class or tranche of shares are not affected to the same extent by the same circumstances.

Any request for subscription, conversion or redemption may only be revocable in the event of a suspension of the calculation of the net asset value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each class and tranche of shares, following the end of the period of suspension.

Title III - Administration and Supervision

Art. 15 Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than seven members and maximum nine members, who need not be shareholders of the Company. The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

If a legal entity is appointed as director of the company, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

The shareholders of each class of shares shall be entitled to propose to the general meeting of shareholders a list containing the name of candidates for the position of director of the Company.

The general meeting of shareholders must choose and appoint as directors (i) one candidate from the list submitted to it by the A shareholders, (ii) four or five from the list submitted to it by the B shareholders (one (in the case of a board of directors with seven members) or two (in the case of a board of directors with nine members) of whom amongst the candidates proposed by the largest or each of the two largest B shareholder(s) other than KfW and three amongst the candidates proposed by KfW) and (iii) two or three from the list submitted to it by the C shareholders (one (in the case of a board of directors with seven members) or two (in the case of a board of directors with nine members) of whom amongst the candidates proposed by the largest C shareholder or by each of the two largest C shareholders and one amongst the candidates proposed by the other C shareholders on a rotating basis). If any of the A, B or C shareholders fail to submit a list of candidates, the general meeting of shareholders shall elect instead any candidate of its discretion.

Directors shall remain in office for a term not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify. However a director may be reelected. The members of the board of directors may be removed with or without cause and/or replaced at any time by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 16. Board Meetings. The board of directors may choose a chairman from among its members that have been proposed by KfW. It may choose a secretary who need not to be a director and who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The manager (herein referred to as the "Manager") can be invited as a non-voting member.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director among those that have been proposed by KfW, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least five days prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax, electronic mail or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Subject to the last paragraph of this Article, the directors may only act at duly convened meetings of the board of directors.

The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 17. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 20 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 18. Corporate Signature. Vis-a-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors, by the joint signature of any officers of the Company or by the joint signatures of a director and an officer of the Company or of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 19. Delegation of Power. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorises, sub-delegate their powers.

The board of directors shall, among others, appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee and may appoint any other special committee as described more fully in the Issue Document, in order to conduct certain tasks and functions expressly delegated to such committee.

Art. 20. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

The board of directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Issue Document, that (i) all or part of the assets of the Company be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Art. 21. Conflict of Interest. The Manager, the Advisor, the Custodian, the Administrative Agent and their respective affiliates, directors, officers and shareholders (collectively the "Parties") are or may be involved in other financial, investment and professional activities which may cause conflict of interest with the management and administration of the Company. These include the management of other funds, purchases and sales of securities, brokerage services, custodian and safekeeping services and serving as directors, officers, advisors or agents of other funds or other companies, including companies in which the Company may invest. Each of the Parties will respectively ensure that the performance of their respective duties will not be impaired by any such involvement that they might have. In the event that a conflict of interest does arise, the relevant Parties shall notify the board of directors. The board of directors and the relevant Parties involved shall endeavour to ensure that it is resolved fairly within reasonable time and in the interest of the shareholders.

Special Committee

In the event that a member of a special committee appointed by the board of directors has an interest conflicting with that of the Company in a matter which is subject to the special committee's approval, that member must make such interest known to the special committee and to the board of directors.

This member must not deliberate or vote upon any such transaction. Any such transaction must be specifically reported at the next meeting of shareholders before any other resolution is put to a vote.

Directors and Officers of the Company

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 22. Indemnification of Directors. The Company shall indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 23. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV - General meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 24. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the fifth (5th) of May at 2.00 p.m. of each year. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet in person, by video conference or by conference call upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least fifteen days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders or at such other address previously indicated by the relevant shareholder. A shareholder participating to a meeting through video conference or by conference call shall, prior to such meeting, designate a proxyholder, who physically attends the meeting and confirms the votes cast by the shareholder it represents. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

Given that all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class, sub-class or tranche is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a proxy to another person in writing or by cable, telex or facsimile transmission, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, general meetings of shareholders shall not validly deliberate unless shareholders representing 60% of the capital are present or duly represented.

If this condition is not satisfied, a second meeting may be convened, by means of registered mails sent at least eight calendar days before the meeting. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of capital represented.

Unless required otherwise by law or these Articles, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 25. General Meetings of Shareholders in a Class of Shares. The shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class of shares.

The provisions of Article 24, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 26. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year.

Art. 27. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or the Company shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law and by the Issue Document, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the board of directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in Euro and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant classes of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V - Final Provisions

Art. 28. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the agreement entered into with the Company.

If the Custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 29. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. At this meeting, on first call shareholders who represent at least 60% of the share capital of the Company must be present or represented and the decision to dissolve the Company must be taken by at least three quarters of the votes validly cast. If the quorum requirement is not met, a second meeting may be convened. At this second meeting, shareholders who represent at least half of the share capital of the Company must be present or represented and the decision to dissolve the Company must be taken by at least three quarters of the votes validly cast. If the quorum requirement is again not met, a third meeting may be convened. The third meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of capital represented. At this third meeting, resolutions must still be carried by at least three quarters of the votes validly cast.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 7 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 7 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the shares present and represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 30. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidator(s) shall use its/their best efforts to terminate, sell or otherwise dispose of any outstanding investments of the Company.

The liquidator(s) shall apply the assets available for distribution among the shareholders in accordance with the provisions of the Issue Document and shall act in accordance with applicable laws and regulations when disposing of the investments and terminating the Company.

Art. 31. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders, as further described under Article 24, subject to the following quorum, majority and notice requirements. The general meeting of shareholders shall not validly deliberate unless at least 60% of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, where applicable, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, by means of registered mails sent at least fifteen calendar days before the meeting. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions concerning the Articles, in order to be adopted, must be carried by at least three-quarters of the votes validly cast. The mission statement of the Company may only be changed if the votes approving such change include the vote of the European Commission to the extent the latter is a shareholder of the Company.

Art. 32. Amendments to the Issue Document. The board of directors is authorised to make material amendments, as described below, to the provisions of the Issue Document, subject to compliance with (i) the procedures set forth below, (ii) the 2007 Law and (iii) provided it has obtained the approval of such amendments from shareholders representing at least three quarters (3/4) of the votes attached to the share capital of either (a) the Company or (b) each of the relevant classes of shares should the amendments be applicable only to such class(es) of shares.

The board of directors shall send a notice to the relevant shareholders indicating the contemplated amendments to the Issue Document. Subject to the approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF"), such changes shall become effective and the Issue Document will be amended accordingly within a two months period from the sending by registered mail of such notice to shareholders, provided that shareholders representing at least three quarters (3/4) of the votes attached to the share capital of the Company or class of shares, as the case may be, have communicated their approval of such amendments to the board of directors in writing within a one-month period after the sending of such notice to the relevant shareholders. If shareholders of the Company or the relevant Class, as applicable, have not responded affirmatively within such one-month period or have communicated their refusal to the board of directors for all or some of the contemplated amendments to the Issue Document, such shareholders shall have the right to redeem their respective shares, provided they notify the board of directors in writing, within such one-month period, of their desire to redeem their shares. Such request for redemption must specify which amendments they object to and the number of shares they wish to redeem. If one or several of such contemplated amendments are approved by the required supermajorities as set forth above, and approved by the CSSF, the Company shall redeem the relevant shares of the objecting shareholders in accordance with the following paragraph.

Such redemption of shares will be made free of charge, at a price equal to the net asset value plus any accrued dividends, as of the Valuation Day which is not less than one hundred (100) calendar days after the end of such above-mentioned one month period. Such redemption amount will be paid within four (4) months after such Valuation Day.

The board of directors shall only authorise the redemption of shares if (i) such redemption does not cause the subordination percentages set forth in the Issue Document to be breached for the remaining duration of such shares and (ii) no shareholder would, following such redemption, hold more than fifty percent of the total share capital of the Company. If, as a result of a contemplated amendment to the Issue Document being approved by the CSSF and by at least three quarters (3/4) of the votes attached to the share capital of the Company or class of shares, as the case may be, there are shares which are requested to be redeemed by shareholders, as described above, which would cause the events referred to under items (i) and (ii) above to occur, such contemplated amendments may not be implemented.

The foregoing procedures shall be applicable for material amendments to the provisions of the Issue Document as further described in section "General information", sub-section "Amendments to the Issue Document" in the Issue Document.

In addition, the board of directors is also authorised to amend any other provision of the Issue Document, other than material amendments to the provisions referred above, provided such changes are not detrimental to the interests of the shareholders of the Company or any class of shares as a whole, as the case may be. In such case, shareholders will be informed thereof by registered mail and the Issue Document will be amended accordingly. For the avoidance of doubt shareholders will not be offered the right to request the redemption of the shares in these circumstances.

Subject to the approval of the CSSF and without prejudice to Article 31 hereof, the board of directors is authorised to amend the Issue Document to conform to any amendments made to the Articles that are approved by the shareholders in accordance with Article 31 hereof.

In case any of the above amendments of the Issue Document entails an amendment of the Articles, such decision shall be passed in accordance with Article 31 hereof.

Art. 33. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 34. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Art. 35. Definitions. The terms used in these Articles of Incorporation shall be construed as indicated in the Issue Document, unless the context otherwise requires."

This resolution has been passed by 8097 votes in favour, 0 votes against and 1645 abstentions.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed is drawn up in Luxembourg, 14, rue Erasme, on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil dix, le dix-sept décembre,

par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de The European Fund for Southeast Europe, une société anonyme qualifiée de société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, conformément

aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, ayant son siège social au 31, z.a. Bourmicht, L-8070 Bertrange (la "Société") constituée suivant acte notarié en date du 15 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 14 mars 2006 sous le numéro 538, et modifié pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 16 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 397 du 24 février 2010.

L'assemblée est déclarée ouverte à 14.00 heures sous la présidence de Francis Pédrini, employé, résidant professionnellement Bertrange,

qui désigne comme secrétaire Claire De Boeck, avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Laurence Kreicher, employée, résidant professionnellement à Bertrange.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Reformuler la mission de la Société, de manière à refléter que la Société a pour objet de favoriser le développement économique et la prospérité non seulement dans la région de l'Europe du sud-est, mais également dans sa région avoisinante d'Europe orientale

2. inclure de ce fait la Croatie et la Turquie en qualité de nations éligibles;

3. convertir la Société en une structure sans compartiments multiples;

4. apporter d'autres modifications afin d'assurer la cohérence avec les modifications proposées à apporter au Document d'Emission;

5. par conséquent, approuver la reformulation des statuts de la Société, tel que reflété dans l'annexe ci-jointe;

6. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le bureau de l'assemblée. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

III. Que les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant quatre-vingt-dix-sept virgule onze pourcent (97.11%) du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend ensemble avec le vote positif de la Commission Européenne ou de son fondé de pouvoir en ce qui concerne la première résolution conformément au document d'émission de la Société et à l'article 33 des statuts de la Société:

Première résolution

L'assemblée générale décide de reformuler la mission de la Société, de manière à refléter le fait que la Société a pour objet de favoriser le développement économique et la prospérité non seulement dans la région de l'Europe du sud-est, mais également dans sa région avoisinante d'Europe orientale.

Cette résolution a été prise avec 9722 voix pour, 0 voix contre et 20 abstentions.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'inclure la Croatie et la Turquie en qualité de nations éligibles.

Cette résolution a été prise avec 8097 voix pour, 0 voix contre et 1645 abstentions.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'approuver avec effet au 1 janvier 2011 la conversion de la Société en une structure sans compartiments multiples.

Cette résolution a été prise avec 9722 voix pour, 0 voix contre et 20 abstentions.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'approuver avec effet au 1 janvier 2011 d'autres modifications afin d'assurer la cohérence avec les modifications proposées à apporter au Document d'Emission.

Cette résolution a été prise avec 8097 voix pour, 0 voix contre et 1645 abstentions.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide, en conséquence des résolutions ci-avant, de reformuler les statuts de la Société comme suit avec effet au 1 janvier 2011:

"Titre I^{er} - Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de "The European Fund for Southeast Europe SA, SICAV-FIS" (ci-après dénommée la "Société").

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg. La Société peut établir par simple décision du conseil d'administration des succursales, des filiales ou des bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger (mais en aucun cas aux Etats-Unis d'Amérique, ses territoires ou possessions). Dans le même arrondissement, le siège social peut être transféré par simple résolution du conseil d'administration.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment par résolution des actionnaires adoptée dans les conditions définies à l'Article 31 des présents Statuts.

Art. 4. Objet. L'objet exclusif de la Société est d'investir les fonds dont elle dispose, dans le cadre de sa mission, en titres et autres avoirs autorisés par la loi, avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la "Loi de 2007").

Art. 5. Mission. La Société vise à favoriser le développement économique et la prospérité dans la région de l'Europe du sud-est, ainsi que sa région avoisinante d'Europe orientale, par la fourniture durable de financements complémentaires au développement, notamment aux micro-entreprises et petites entreprises ainsi qu'aux ménages, par l'intermédiaire d'établissements financiers qualifiés.

Dans la poursuite de son objectif de développement, la Société se conformera aux principes de pérennité et de complémentarité, en combinant développement et orientations de marché.

Art. 6. Nations / Entités Nationales Eligibles. Les nations / entités nationales éligibles sont l'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Bosnie-et-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la Géorgie, le Kosovo (selon le statut défini par la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations unies), la Moldavie, le Monténégro, la Roumanie, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine.

Toutes les autres nations / entités nationales de la région de l'Europe du sud-est, y compris celles qui sont considérées comme des pays d'opération par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ou qui sont des pays éligibles à l'aide de préadhésion de l'Union européenne, peuvent devenir éligibles sur approbation du conseil d'administration.

Titre II - Capital Social - Actions - Valeur Nette d'Inventaire

Art. 7. Capital Social - Catégories d'Actions et Effets. Le capital de la Société sera représenté par des actions entièrement libérées, sans mention de valeur, et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société, établis conformément à l'Article 13 des présents Statuts. Le capital minimum, le cas échéant majoré d'une prime d'émission, sera celui prévu par la loi, soit un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000 EUR).

Le capital initial s'élève à cinquante mille euros (50.000 EUR), divisé en deux (2) Actions B sans mention de valeur nominale.

Les actions à émettre conformément à l'Article 9 des présents Statuts pourront être émises, au choix du conseil d'administration, au titre de différentes catégories ou sous-catégories, chacune correspondant à un niveau de risque différent, tel que décrit plus avant dans le document d'émission de la Société et ses modifications ultérieures (le "Document d'Emission"):

- différentes sous-catégories (Sub-Classes) d'Actions C, pouvant être émises en tranches (Tranches) successives, supportent les pertes nationales (National Losses) initiales sur des investissements effectués au niveau d'une nation (Nation) / entité nationale (National Entity) spécifique ou d'une région spécifique, ainsi qu'une partie des pertes génériques (Generic Losses), tel que précisé sous les rubriques "Shares" et "Subordination Waterfall" du Document d'Emission;

- les Actions B, pouvant être émises en Tranches successives, supportent les pertes (Losses), uniquement lorsque la VNI des Actions C nationales (National C Shares) concernées (le cas échéant) se trouve réduite à zéro, et lorsque la VNI des Actions C régionales (Regional C Shares) concernées se trouve réduite à un pourcentage maximum de la VNI desdites Actions C régionales, tel que précisé sous la rubrique "Subordination Waterfall" du Document d'Emission; et

- les Actions A, pouvant être émises en Tranches successives, supportent les pertes (Losses) uniquement lorsque la VNI de l'ensemble des Actions B se trouve réduite à zéro, tel que précisé sous la rubrique "Subordination Waterfall" du Document d'Emission.

En cas de pertes, afin de protéger la ou les catégories supérieures d'actions, chaque catégorie d'actions doit se conformer à un pourcentage de subordination précisé dans le Document d'Emission, reprenant le pourcentage de la valeur combinée des éventuelles pertes à absorber par les catégories d'actions subordonnées.

Le produit de toute émission d'actions relevant d'une catégorie déterminée sera investi en valeurs de quelque nature que ce soit et en d'autres avoirs autorisés par la loi conformément à la politique d'investissement déterminée par le conseil d'administration, établie pour la (les) catégorie(s) d'actions concernée(s), sous réserve d'éventuelles restrictions d'investissement prévues par la loi ou déterminées par le conseil d'administration.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets correspondant à chaque catégorie d'actions seront, s'ils ne sont pas exprimés en EUR, convertis en EUR et le capital sera égal au total des avoirs nets de toutes les catégories d'actions.

Art. 8. Forme des Actions.

(1) Les actions seront émises uniquement sous forme nominative et seront réservées exclusivement aux investisseurs institutionnels, professionnels et/ou avertis au sens de l'article 2 de la Loi de 2007. La société n'émettra pas, ou n'effectuera pas un transfert, de valeurs à un investisseur qui ne correspond pas à cette clause.

Toutes les actions nominatives émises de la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; et ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tel qu'il a été communiqué à la Société, le nombre d'actions nominatives qu'il détient et le montant payé pour chaque fraction d'action.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre du nom du propriétaire des actions nominatives. L'actionnaire recevra une confirmation écrite de sa qualité d'actionnaire.

(2) Le transfert d'actions nominatives se fera (i) par une déclaration de transfert écrite, portée au registre des actions nominatives, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par les mandataires valablement constitués à cet effet, et (ii) par la remise à la Société du formulaire de transfert dûment complété et signé par le cessionnaire et le cédant, et (iii) par l'acceptation du nouvel investisseur par le conseil d'administration et l'agent des transferts, sauf disposition contraire dans le Document d'Emission. Tout transfert d'actions nominatives sera inscrit au registre des actions nominatives; pareille inscription devra être signée par un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société, ou par une ou plusieurs autres personnes dûment autorisées à cet effet par le conseil d'administration.

(3) Tout actionnaire autorisé à obtenir des actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite à son tour au registre des actions nominatives.

Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse à la Société, mention en sera faite au registre des actionnaires et l'adresse de l'actionnaire en question sera considérée comme étant au siège social de la Société, ou à telle autre adresse déterminée périodiquement par celle-ci, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée par l'actionnaire à la Société. Celui-ci pourra, à tout moment, faire changer l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse fixée en temps opportun par la Société.

(4) La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si la propriété d'une ou plusieurs actions est indivise ou litigieuse, les personnes revendiquant un droit sur cette (ces) action(s) devront désigner un mandataire commun pour représenter cette (ces) action(s) à l'égard de la Société. L'exercice de tous les droits attachés à cette (ces) action(s) sera suspendu jusqu'à la désignation de ce mandataire. En outre, en cas de propriété indivise, la Société se réserve le droit de verser tous les produits de rachat, distributions ou autres paiements uniquement au premier propriétaire nominatif, que la Société pourra considérer comme le représentant de tous les propriétaires indivis, ou à l'ensemble des actionnaires indivis, à son entière discrétion.

(5) La Société peut décider d'émettre des fractions d'action. Les fractions d'action ne confèrent pas le droit de vote, sauf si elles sont en nombre suffisant pour représenter une action entière, mais donneront droit à une fraction correspondante des actifs nets attribuables à la catégorie d'actions concernée.

Art. 9. Emission des Actions. Le conseil d'administration est autorisé, sous réserve des conditions précisées dans le Document d'Emission, à émettre à tout moment, en plusieurs tranches, un nombre illimité d'actions entièrement libérées, sans réserver aux anciens actionnaires un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.

Le conseil d'administration peut restreindre la fréquence à laquelle les actions seront émises dans chaque catégorie d'actions; le conseil d'administration peut, notamment, décider que les actions d'une catégorie seront uniquement émises pendant une ou plusieurs périodes déterminées ou selon toute autre périodicité telle que prévue dans le Document d'Emission.

Lorsque la Société offre des actions en souscription au sein d'une tranche après la période de souscription de cette tranche, le prix par action offerte sera égal à la valeur nette d'inventaire par action de la tranche concernée, déterminée conformément à l'Article 13 des présents Statuts au Jour d'Evaluation (tel que défini ci-après) fixé conformément à la politique d'investissement déterminée périodiquement par le conseil d'administration. Ce prix peut être majoré en fonction d'un pourcentage estimé de coûts et dépenses incombant à la Société quand elle investit les résultats de l'émission et en fonction des commissions de vente applicables, tels qu'approuvés de temps à autre par le conseil d'administration et tel que précisé dans le Document d'Emission. Le prix ainsi déterminé sera payable endéans une période déterminée périodiquement par le conseil d'administration et indiquée dans le Document d'Emission. Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou autre mandataire dûment autorisé à cette fin, le pouvoir d'accepter les souscriptions, de recevoir paiement du prix des actions nouvelles à émettre et de les délivrer.

Le conseil d'administration pourra accepter d'émettre des actions en contrepartie d'un apport en nature de valeurs mobilières, en observant les prescriptions édictées par la loi luxembourgeoise et notamment l'obligation, le cas échéant, de produire un rapport sur l'apport en nature, consultable et établi par le réviseur d'entreprises agréé de la Société, et à condition que ces valeurs mobilières soient conformes aux objectifs et à la politique d'investissement de la Société.

Art. 10. Rachat des Actions. La Société est un organisme de placement collectif de type fermé. Par conséquent, ses actions ne peuvent pas être rachetées à la demande d'un actionnaire.

Les Actions peuvent néanmoins être rachetées de manière forcée si un associé se trouve ne pas être un investisseur institutionnel, un investisseur professionnel ou un investisseur averti au sens de l'article 2 de la Loi de 2007.

En outre, la Société peut racheter ses actions dans les circonstances décrites dans le Document d'Emission et à tout moment, si le conseil d'administration considère que ce rachat est dans l'intérêt de la Société, selon les modalités et conditions qu'il déterminera et dans les limites prévues par la loi, par les présents Statuts et par le Document d'Emission.

Le prix de rachat correspondra à un montant établi sur la base de la valeur nette d'inventaire par action déterminée conformément aux dispositions des Articles 12(2) et 13, diminuée des frais et commissions (le cas échéant) au taux fixé par le Document d'Emission des actions. Ce prix de rachat pourra être arrondi vers le haut ou vers le bas à l'unité la plus proche de la devise concernée, ainsi que le conseil d'administration le déterminera.

Le prix de rachat par action sera payable dans un délai déterminé par le conseil d'administration qui n'excédera pas dix (10) jours ouvrables à partir du Jour d'Évaluation applicable, à condition que les documents de transfert aient été reçus par la Société, sous réserve des dispositions de l'Article 14 des présents Statuts.

Toutes les actions rachetées pourront être annulées.

La Société aura le droit, si le conseil d'administration en décide ainsi, de satisfaire au paiement du prix de rachat à chaque actionnaire consentant par l'attribution en nature à l'actionnaire d'investissements provenant de la masse des avoirs établie en rapport avec cette ou ces catégorie(s) d'actions, d'une valeur correspondant à la valeur des actions à racheter (calculée suivant la procédure décrite à l'Article 13) au jour de rachat auquel le prix de rachat est calculé. La nature et le type des avoirs à transférer en pareil cas seront déterminés sur une base équitable et raisonnable, et sans porter préjudice aux intérêts des autres actionnaires de la ou des catégorie(s) d'actions concernée(s), et l'évaluation dont il sera fait usage devra être confirmée par un rapport spécial du réviseur de la Société. Les coûts de tels transferts devront être supportés par le cessionnaire.

Art. 11. Conversion des Actions. Les Actionnaires sont en droit de demander la conversion de tout ou partie de leurs actions de toute catégorie en actions d'une autre catégorie existante de la Société, uniquement si une telle conversion est autorisée selon les dispositions du Document d'Emission. Lorsqu'elle est autorisée, une telle conversion est soumise aux restrictions relatives aux modalités, aux conditions et au paiement de frais et charges telles que déterminées par le conseil d'administration et indiquées dans le Document d'Emission.

Art. 12. Restrictions à la Propriété des Actions. La Société pourra restreindre ou empêcher la propriété de ses actions par toute personne, firme, association ou société si, de l'avis de la Société, une telle propriété peut être préjudiciable aux actionnaires existants ou à la Société, si elle peut entraîner la violation d'une disposition légale ou réglementaire, luxembourgeoise ou étrangère, ou s'il en résulte que la Société pourrait encourir des charges fiscales, amendes ou sanctions qu'elle n'aurait pas encourues autrement (ces personnes, firmes ou sociétés à déterminer par le conseil d'administration étant ci-après désignées "Personnes Non Autorisées").

A cet effet, la Société pourra:

A. - refuser l'émission d'actions et l'inscription du transfert d'actions lorsqu'il apparaît que cette inscription ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété ou le bénéfice économique de ces actions à une Personne Non Autorisée; et

B. - à tout moment, demander à toute personne figurant au registre des actionnaires, ou à toute autre personne qui demande à s'y faire inscrire, de lui fournir tous renseignements qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou vont appartenir économiquement à une Personne Non Autorisée, ou si cette inscription au registre pourrait avoir pour conséquence d'attribuer le bénéfice économique de ces actions à une Personne Non Autorisée; et

C. - refuser d'accepter, lors de toute assemblée générale d'actionnaires de la Société, le vote de toute Personne Non Autorisée; et

D. - s'il apparaît à la Société qu'une Personne Non Autorisée, seule ou avec toute autre personne, est le bénéficiaire économique d'actions de la Société, elle pourra l'enjoindre de vendre ses actions et de prouver cette vente à la Société dans les trente (30) jours de cette injonction. Si l'actionnaire en question manque à son obligation, la Société pourra procéder ou faire procéder au rachat forcé de l'ensemble des actions détenues par cet actionnaire, en respectant la procédure suivante:

(1) La Société enverra un second avis (ci-après l'"avis de rachat") à l'actionnaire possédant les actions ou apparaissant au registre des actionnaires comme étant le propriétaire des actions à racheter; l'avis de rachat spécifiera les actions à acheter, la manière suivant laquelle le prix de rachat sera déterminé et le nom de l'acheteur.

L'avis de rachat sera envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au registre des actionnaires de la Société.

Immédiatement après la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être propriétaire des actions spécifiées dans cet avis; son nom sera rayé du registre des actionnaires.

(2) Le prix auquel chaque action sera achetée (le "prix de rachat") sera basé sur la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie concernée au Jour d'Evaluation déterminé par le conseil d'administration pour le rachat d'actions de la Société avant la date de l'avis de rachat, selon la procédure prévue à l'Article 10 des présents Statuts, moins les frais qui y sont prévus.

(3) Le paiement du prix de rachat à l'ancien propriétaire sera en principe effectué dans la monnaie déterminée par le conseil d'administration pour le paiement du prix de rachat des actions de la catégorie concernée; le prix sera déposé, pour le paiement à l'ancien propriétaire par la Société, auprès d'une banque au Luxembourg ou à l'étranger (telle que spécifiée dans l'avis de rachat), après que le prix d'achat ait été arrêté. Dès signification de l'avis de rachat, l'ancien propriétaire ne pourra plus faire valoir de droits sur ces actions ni aucune revendication à l'égard de la Société ou de ses avoirs au titre de ces actions, à part le droit de recevoir le prix de rachat déposé (sans intérêts) auprès de cette banque. Au cas où le prix de rachat n'aurait pas été réclamé dans les cinq ans à compter de la date spécifiée dans l'avis de rachat, ce prix ne pourra plus être réclamé et reviendra à la (aux) catégorie(s) d'actions concernée(s). Le conseil d'administration aura tous les pouvoirs pour prendre en temps opportun toutes les mesures nécessaires pour rendre effectif ce droit de retour et autoriser une telle action au nom de la Société.

(4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés par le présent Article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé pour le motif qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété des actions d'une personne, ou que la propriété réelle des actions était autre que celle admise par la Société à la date de l'avis d'achat, sous réserve que la Société ait, dans ce cas, exercé ses pouvoirs de bonne foi.

Les termes de "Personnes Non Autorisées" tels qu'utilisés dans les présents Statuts ne visent ni un souscripteur d'actions de la Société émises à l'occasion de la constitution de la Société aussi longtemps qu'un tel souscripteur détient de telles actions, ni les marchands de valeurs mobilières qui acquièrent des actions avec l'intention de les distribuer à l'occasion d'une émission d'actions par la Société.

Les Ressortissants des Etats-Unis d'Amérique, tels que définis au présent Article, peuvent constituer une catégorie particulière de Personnes Non Autorisées.

Lorsqu'il apparaît à la Société qu'une Personne Non Autorisée est un Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique, qui seul ou avec d'autres personnes est le bénéficiaire des actions, la Société pourra procéder ou faire procéder sans délai au rachat forcé de l'ensemble des actions détenues par cet actionnaire. Dans ce cas, la clause D (1) ci-dessus ne sera pas applicable.

Au sens des présents Statuts, les termes de "Ressortissants des Etats-Unis" visent, pour les personnes physiques, tout citoyen des Etats-Unis d'Amérique (et certains anciens citoyens américains tels que définis dans les lois américaines relatives à l'impôt sur le revenu) ou "résident étranger" au sens des lois américaines relatives à l'impôt sur le revenu en vigueur au moment considéré.

En ce qui concerne les personnes autres que les personnes physiques, les termes "Ressortissant des Etats-Unis" visent (i) une société de capitaux ou de personnes ou autre entité créée ou organisée en vertu des lois des Etats-Unis d'Amérique ou de tout Etat des Etats-Unis d'Amérique; (ii) un trust lorsque (a) un tribunal américain est compétent en premier ressort vis-à-vis de ce trust et (b) un ou plusieurs mandataires américains ont le pouvoir de contrôler toutes les décisions substantielles de ce trust; et (iii) une succession (a) qui est soumise à la fiscalité américaine sur son revenu mondial de quelque provenance que ce soit; ou (b) pour laquelle un Ressortissant des Etats-Unis agissant en tant qu'exécuteur ou administrateur dispose d'un pouvoir discrétionnaire exclusif d'investissement sur tous les avoirs de la succession, et qui n'est pas soumise à une loi étrangère. Le terme "Ressortissant des Etats-Unis" vise également toute entité organisée principalement à des fins d'investissement passif telle qu'un fonds du marché à terme ("commodity pool"), une société d'investissement ou une autre entité similaire (autre qu'un plan de retraite pour les employés, fondés de pouvoir ou directeurs de toute entité organisée et ayant son établissement principal hors des Etats-Unis) qui a été constituée dans le but principal de faciliter l'investissement par un Ressortissant des Etats-Unis dans un fonds du marché à terme ("commodity pool") pour lequel l'opérateur est exempt de certaines exigences imposées par le Chapitre 4 des règles promulguées de la "United States Commodity Futures Trading Commission" en vertu du fait que ses participants ne sont pas des Ressortissants des Etats-Unis. Le terme "Etats-Unis" vise les Etats-Unis d'Amérique (y compris les Etats et le District de Columbia), leurs territoires, possessions et autres lieux soumis à leur souveraineté.

Art. 13. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action. La valeur nette d'inventaire par action de chaque catégorie d'actions, sous-catégorie ou tranche sera calculée en euros. Elle sera déterminée par un chiffre obtenu en divisant au Jour d'Evaluation les actifs nets de la Société correspondant à chaque catégorie, sous-catégorie ou tranche d'actions, constitués par la portion des avoirs diminuée de la portion des engagements attribuables à cette catégorie, sous-catégorie ou tranche, au Jour d'Evaluation concerné, par le nombre d'actions de chaque catégorie, sous-catégorie ou tranche en circulation à ce moment, selon les règles d'évaluation décrites ci-dessous. La valeur nette d'inventaire par action ainsi obtenue sera arrondie vers le haut ou vers le bas à l'unité la plus proche de la devise concernée tel que le conseil d'administration le déterminera. Si depuis le moment de la détermination de la valeur nette d'inventaire, un changement substantiel des cours

sur les marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements attribuables à la catégorie, sous-catégorie ou tranche d'actions concernée sont négociés ou cotés, est intervenu, la Société peut effectuer une deuxième évaluation et annuler la première évaluation afin de sauvegarder les intérêts de l'ensemble des actionnaires et de la Société, auquel cas toutes les demandes de souscription et de rachat concernés seront effectuées sur la base de cette deuxième évaluation.

L'évaluation de la valeur nette d'inventaire des différentes catégories d'actions se fera de la manière suivante:

I. Les avoirs de la Société comprendront:

- 1) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts échus ou courus;
- 2) tous les effets, billets à vue ainsi que les comptes exigibles (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été encaissé);
- 3) tous les titres, parts, certificats de dépôt, actions, obligations, droits de souscription, warrants sur valeurs mobilières, options et autres valeurs mobilières, instruments financiers et autres avoirs qui sont la propriété de ou conclus par la Société (pour autant que la Société puisse effectuer des ajustements non contraires au paragraphe (a) ci-dessous en ce qui concerne les fluctuations des valeurs de marché des valeurs mobilières causées par les négociations ex-dividende, ex-droit, ou par des pratiques similaires);
- 4) tous les dividendes, en espèces ou en actions, et les distributions à recevoir par la Société en espèces, dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en avoir connaissance;
- 5) tous les intérêts échus ou courus sur les avoirs qui sont la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont compris ou reflétés dans le prix de ces avoirs;
- 6) les dépenses préliminaires de la Société, y compris les frais d'émission et de distribution des actions de la Société, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été amorties;
- 7) tous les autres avoirs détenus par la Société, de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur de ces avoirs sera déterminée de la manière suivante:

- a. Les instruments de créance non cotés ou négociés sur une bourse de valeurs ou un autre Marché Réglementé seront initialement évalués à leur juste valeur, et par la suite à leur coût amorti diminué, le cas échéant, d'une provision de dépréciation, tel que décrit plus en détail dans le Document d'Emission.
- b. La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance tel qu'indiqué ci-dessus mais non encore encaissés, consistera dans la valeur nominale de ces avoirs. S'il s'avère toutefois improbable que cette valeur puisse être touchée en entier, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que le conseil d'administration estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.
- c. La valeur des avoirs qui sont cotés ou négociés sur une quelconque bourse de valeurs est basée sur le dernier prix disponible à la bourse de valeurs qui est normalement le marché principal pour de tels avoirs.
- d. La valeur des avoirs qui sont négociés sur un autre Marché Réglementé est basée sur le dernier prix disponible.
- e. Toutes les autres valeurs mobilières et avoirs seront évalués à leur juste valeur telle que déterminée de bonne foi conformément à des procédures établies par le conseil d'administration.
- f. Au cas où, pour certains avoirs, le prix tel que déterminé conformément au sous-paragraphe (a), (d) ou (e) ne serait pas représentatif de leur juste valeur de marché, la valeur de ces avoirs sera basée sur un prix de vente raisonnablement prévisible, déterminé avec prudence et de bonne foi par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, à sa discrétion, permettre l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation s'il considère qu'une telle évaluation reflète mieux la juste valeur d'un avoir de la Société.

II. Les engagements de la Société comprendront:

- 1) tous les emprunts, titrisés ou non, tels que les effets, billets et comptes exigibles;
- 2) tous les intérêts courus sur des emprunts de la Société (y compris les droits et frais encourus pour l'engagement à ces emprunts);
- 3) tous les frais courus ou à payer (y compris et sans y être limités les frais administratifs, les commissions de gestion, y compris les commissions de performance, le cas échéant, les commissions du dépositaire et des agents de la Société);
- 4) toutes les obligations connues, présentes ou futures, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance, qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés;
- 5) une provision appropriée pour les impôts sur le capital et sur le revenu encourus au Jour d'Evaluation tel que fixé en temps opportun par la Société et, (le cas échéant), toutes autres réserves autorisées et approuvées par le conseil d'administration ainsi qu'un montant (le cas échéant) que le conseil d'administration pourra considérer comme constituant une provision suffisante pour faire face à toute responsabilité éventuelle de la Société;
- 6) tous autres engagements de la Société de quelque nature que ce soit renseignés conformément aux principes comptables de la Société. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société prendra en considération toutes les dépenses à supporter par elle qui comprendront mais qui ne se limiteront pas aux commissions payables (commissions de gestion et commission de performance, le cas échéant) à ses gestionnaires, frais et commissions payables à ses réviseurs d'entreprises agréés et comptables, au Dépositaire (tel que défini ci-après) et à ses correspondants, à l'agent administratif

et agent payeur, tout agent de cotation, à l'agent domiciliataire, à tout distributeur et aux représentants permanents des lieux où la Société est soumise à l'enregistrement, ainsi qu'à tout autre employé de la Société, la rémunération des administrateurs et des fondés de pouvoir de la Société ainsi que les dépenses raisonnablement encourues par ceux-ci, les frais d'assurance et les frais raisonnables de voyage relatifs aux conseils d'administration, les frais encourus en rapport avec l'assistance juridique et la révision des comptes annuels de la Société, les frais des déclarations d'enregistrement et de maintien de l'enregistrement auprès des autorités gouvernementales et des bourses de valeurs au grand-duché de Luxembourg et à l'étranger, les frais de publication et de rapport aux actionnaires incluant les frais de préparation, d'impression, de publicité et de distribution des documents d'émission, rapports périodiques ou déclarations d'enregistrement, les frais de rapports pour les actionnaires, tous les impôts et droits prélevés par les autorités gouvernementales et toutes les taxes similaires, les coûts de publication des prix d'émission, de conversion et de rachat et toute autre dépense d'exploitation, y compris les frais d'achat et de vente des avoirs, les intérêts, les frais bancaires ou de courtage, les frais postaux, de téléphone et de télex. La Société peut provisionner des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation du montant payable sur une base annuelle ou autre.

III. Les avoirs seront affectés comme suit:

La valeur nette d'inventaire par Actions A, B et C sera calculée selon la méthode suivante:

1. Entre catégories d'actions et tranches, les avoirs et engagements, ainsi que les revenus et pertes sont attribués selon les dispositions prévues dans le présent Article ainsi que dans le Document d'Emission.

2. Les avoirs, engagements, revenus et frais seront établis pour la Société selon les principes d'évaluation et de comptabilité décrits ci-dessus. La valeur nette d'inventaire dérivée du bilan ainsi établi conformément aux principes comptables de la Société sera ensuite attribuée à la valeur nette d'inventaire de chaque tranche d'Actions A, B et C.

La valeur nette d'inventaire totale de chaque tranche d'Actions A, B et C sera divisée par le nombre correspondant d'actions de chaque tranche d'Actions A, B et C afin de calculer la valeur nette d'inventaire par action de chaque tranche d'Actions A, B et C.

IV. Pour les besoins de cet Article:

1) les actions en voie de rachat par la Société conformément à l'Article 10 des présents Statuts seront considérées comme actions émises et existantes jusqu'immédiatement après l'heure fixée par le conseil d'administration le jour de rachat au cours duquel une telle évaluation est faite, et seront, à partir de ce moment et jusqu'à ce que le prix en soit payé par la Société, considérées comme engagement de la Société;

2) les actions à émettre par la Société seront traitées comme étant créées à partir de l'heure fixée par le conseil d'administration du Jour d'Evaluation au cours duquel une telle évaluation est faite, et seront, à partir de ce moment, traitées comme une créance de la Société jusqu'à ce que le prix en soit payé;

3) tous investissements, soldes en espèces et autres avoirs, exprimés autrement qu'en euros seront évalués en tenant compte des taux de change du marché en vigueur à la date et à l'heure de la détermination de la valeur nette d'inventaire des actions et

4) à chaque Jour d'Evaluation où la Société aura conclu un contrat dans le but:

- d'acquérir un élément d'actif; le montant à payer pour cet élément d'actif sera considéré comme un engagement de la Société, tandis que la valeur de cet élément d'actif sera considérée comme un avoir de la Société;

- de vendre tout élément d'actif; le montant à recevoir pour cet élément d'actif sera considéré comme un avoir de la Société et cet élément d'actif à livrer ne sera plus repris dans les avoirs de la Société;

sous réserve cependant, que si la valeur ou la nature exacte de cette contrepartie ou de cet élément d'actif ne sont pas connues au Jour d'Evaluation, leur valeur sera estimée par la Société.

Art. 14. Fréquence et Suspension Temporaire du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action, des Émissions et Rachats d'Actions. La valeur nette d'inventaire par action ainsi que le prix d'émission, de rachat et de conversion des actions seront déterminés en temps opportun par la Société ou par son mandataire désigné à cet effet, au moins deux fois par an à la fréquence que le conseil d'administration décidera, telle date étant définie dans les présents Statuts comme "Jour d'Evaluation".

La Société peut suspendre temporairement le calcul de la valeur nette d'inventaire par action d'une catégorie ou tranche déterminée ainsi que l'émission, le rachat et la conversion de ses actions lors de la survenance de l'une des circonstances suivantes:

a) pendant toute période de fermeture du principal marché ou de la principale bourse de valeurs sur lequel ou laquelle une partie importante des investissements de la Société est cotée, pour une raison autre que le congé normal, ou toute période durant laquelle les opérations sont considérablement restreintes ou suspendues;

b) lorsque, en raison de toute autre circonstance exceptionnelle, les prix des investissements possédés par la Société ne peuvent pas être rapidement ou exactement constatés;

c) lorsque les moyens de communication normalement utilisés pour calculer la valeur des avoirs de la Société sont suspendus, ou lorsque, pour quelque motif que ce soit, la valeur d'un investissement de la Société ne peut pas être calculée avec la rapidité et la précision souhaitées;

d) lorsque des restrictions sur les changes ou les transferts de capitaux empêchent l'exécution des opérations de la Société, ou lorsque les opérations d'achat et de vente pour son compte ne peuvent pas être effectuées à des taux de change normaux;

e) lorsque des facteurs dépendant, entre autres, de la situation politique, économique, militaire et monétaire, et échappant au contrôle, à la responsabilité et aux moyens d'actions de la Société, empêchent cette dernière d'avoir accès à ses avoirs et de calculer sa valeur nette d'inventaire dans des conditions normales et raisonnables;

f) si le conseil d'administration le décide, à condition que tous les actionnaires soient traités sur un pied d'égalité et que toutes les lois et tous les règlements applicables soient respectés, dès qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société a été convoquée afin de décider la liquidation ou la dissolution de la Société.

Pareille suspension sera publiée par la Société, si cela est approprié, et peut être notifiée aux investisseurs concernés.

Pareille suspension concernant une catégorie ou tranche d'actions n'aura aucun effet sur le calcul de la valeur nette d'inventaire par action, l'émission, la conversion et le rachat des actions d'une autre catégorie ou tranche d'actions si les avoirs de cette autre catégorie ou tranche d'actions ne sont pas affectés dans la même mesure par les mêmes circonstances.

Toute demande de souscription, conversion ou rachat peut seulement être révoquée dans le cas d'une suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire. Dans ce cas, les actionnaires peuvent avertir la Société qu'ils désirent retirer leur demande. Si aucun avis n'est reçu par la Société, cette demande sera traitée au premier Jour d'Evaluation, tel que déterminé pour chaque catégorie ou tranche d'actions concernées, suivant la fin de la période de suspension.

Titre III - Administration et Surveillance

Art. 15. Administrateurs. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de sept membres au minimum et neuf membres au maximum, actionnaires ou non. Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixera leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat.

Si une personne morale est nommée administrateur de la Société, cette personne morale est tenue de nommer un représentant permanent qui agira au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale ne peut retirer son représentant permanent sans pourvoir à son remplacement au même moment.

Les actionnaires de chaque catégorie d'actions auront le droit de proposer à l'assemblée générale des actionnaires une liste de candidats au poste d'administrateur de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires devra choisir et désigner comme administrateurs (i) un candidat de la liste présentée par les actionnaires A, (ii) quatre ou cinq candidats de la liste présentée par les actionnaires B (dont un (dans le cas d'un conseil d'administration de sept membres) ou deux (dans le cas d'un conseil d'administration de neuf membres) parmi les candidats proposés par l'actionnaire B le plus important ou par chacun des deux actionnaires B les plus importants en dehors de KfW, et trois parmi les candidats proposés par KfW), et (iii) deux ou trois candidats de la liste présentée par les actionnaires C (dont un (dans le cas d'un conseil d'administration de sept membres) ou deux (dans le cas d'un conseil d'administration de neuf membres) parmi les candidats proposés par l'actionnaire C le plus important ou par chacun des deux actionnaires C les plus importants, et un parmi les candidats proposés par les autres actionnaires C par roulement). Si les actionnaires A, B ou C ne présentent pas de liste de candidats, l'assemblée générale des actionnaires élira à la place tout candidat de son choix.

La durée du mandat d'un administrateur est de six (6) années maximum et un administrateur reste en fonctions jusqu'à ce que son successeur éligible soit nommé. Toutefois, tout administrateur peut être réélu. Les membres du conseil d'administration pourront être révoqués avec ou sans motif et/ou être remplacés à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires procédera à l'élection définitive lors de sa prochaine réunion.

Art. 16. Réunions du Conseil d'Administration. Le conseil d'administration pourra choisir un président parmi ses membres qui ont été proposés par KfW. Il pourra désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui dressera et conservera les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées générales des actionnaires. Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le directeur général ("Directeur Général") peut être invité en qualité de membre sans droit de vote.

Le président présidera les réunions du conseil d'administration et les assemblées générales des actionnaires. En son absence, l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité un autre administrateur parmi ceux qui ont été proposés par KfW, et, lorsqu'il s'agit d'une assemblée générale, toute autre personne, pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des fondés de pouvoir dont un directeur général, des directeurs généraux adjoints et tous autres fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les présents

Statuts n'en décident pas autrement, les fondés de pouvoir auront les pouvoirs et charges qui leurs sont attribués par le conseil d'administration.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et dans un lieu déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à une réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par télégramme, télex, télécopieur, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur par procuration. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Sous réserve du dernier paragraphe du présent Article, les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du conseil d'administration régulièrement convoquées.

Les administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés par une résolution du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs ou tout autre nombre que le conseil d'administration pourra déterminer, est présent ou représenté.

Les décisions du conseil d'administration seront consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion. Les copies des extraits de ces procès-verbaux devant être produites en justice ou ailleurs seront signées valablement par le président de la réunion ou par deux administrateurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés. Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y a égalité de voix pour ou contre une décision, le président aura voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, l'ensemble constituant le procès-verbal qui fait preuve de la décision intervenue.

Art. 17. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, sous réserve de l'observation de la politique d'investissement telle que prévue à l'Article 20 des présents Statuts.

Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou par les présents Statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Art. 18. Engagement de la Société vis-à-vis des Tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, par la signature conjointe de tous fondés de pouvoir de la Société ou par la signature conjointe d'un administrateur et d'un fondé de pouvoir de la Société ou par toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 19. Délégation de Pouvoirs. Le conseil d'administration de la Société peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société (y compris le droit d'agir comme signataire autorisé pour compte de la Société) ainsi que ses pouvoirs d'agir dans le cadre de l'objet de la Société à une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs, qui auront les pouvoirs déterminés par le conseil d'administration et qui pourront, si le conseil d'administration les y autorise, sous-déléguer leurs pouvoirs.

Le conseil d'administration désignera, entre autres, des comités spéciaux tels qu'une commission d'investissement et une commission consultative, et pourra désigner toute autre commission spéciale telle que décrite plus en détail dans le Document d'Emission, afin de remplir certaines missions et fonctions expressément déléguées à cette commission.

Art. 20. Politiques et Restrictions d'Investissement. Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer les politiques et stratégies d'investissement et les lignes de conduite à suivre dans l'administration et la conduite des affaires de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement définies par le conseil d'administration conformément aux lois et règlements.

La Société est autorisée (i) à employer des techniques et des instruments relatifs aux valeurs mobilières à condition que ces techniques et instruments soient utilisés afin d'améliorer l'efficacité de la gestion de portefeuille, et (ii) à employer des techniques et des instruments destinés à offrir une protection contre les risques de change dans le cadre de la gestion de ses avoirs et de ses engagements.

Le conseil d'administration, agissant dans l'intérêt de la Société, peut décider, de la manière décrite dans le Document d'Emission, (i) que tout ou partie des avoirs de la Société sera cogéré, de façon distincte, avec des avoirs détenus par d'autres investisseurs, y compris d'autres organismes de placement collectif et / ou leurs compartiments, ou (ii) que tout ou partie des avoirs de la Société sera cogéré, de façon distincte ou commune.

Art. 21. Intérêt Opposé. Le Directeur Général, le Conseiller, le Dépositaire, l'Agent Administratif et leurs sociétés liées, administrateurs, fondés de pouvoir et actionnaires respectifs (collectivement, les "Parties") sont ou peuvent être impliqués dans d'autres activités financières, d'investissement et professionnelles susceptibles de générer des intérêts opposés avec la gestion et l'administration de la Société. Ces activités incluent la gestion d'autres fonds, l'achat et la vente de valeurs mobilières, des services de courtage, des services de dépositaire et de garde, ainsi qu'une fonction d'administrateur, de fondé de pouvoir, de conseiller ou d'agent pour d'autres fonds ou d'autres sociétés, y compris des sociétés dans lesquelles la Société peut investir. Chacune des Parties devra veiller à ce que l'exécution de ses obligations ne souffre pas de son éventuelle implication dans de telles activités. Au cas où surviendrait un intérêt opposé, les Parties concernées en informeront le conseil d'administration. Le conseil d'administration et les Parties concernées s'efforceront de parvenir à une résolution équitable du conflit d'intérêts, dans un délai raisonnable et dans l'intérêt des actionnaires.

Comité Spécial

Au cas où un membre d'un comité spécial désigné par le conseil d'administration aurait un intérêt opposé à celui de la Société sur une question soumise à l'approbation de ce comité spécial, ce membre devra en informer le comité spécial et le conseil d'administration.

Ce membre ne devra pas participer aux délibérations ou au vote sur une telle opération. L'opération devra être spécifiquement signalée à la prochaine assemblée générale des actionnaires avant que toute autre résolution soit soumise au vote.

Administrateurs et Fondés de Pouvoir de la Société

Aucun contrat ni aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou entreprises ne pourra être affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou entreprise ou par le fait qu'ils soient administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé de cette autre société. Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société passe des contrats ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires ne sera pas, par là même, privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareils contrats ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoir aurait dans quelque affaire de la Société un intérêt opposé aux intérêts de la Société, cet administrateur ou fondé de pouvoir devra informer le conseil d'administration de cet intérêt opposé et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote concernant cette affaire. Rapport en devra être fait à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le terme "intérêt opposé" tel qu'il est utilisé au paragraphe précédent ne s'appliquera pas aux relations avec ou sans intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec toute autre personne, société ou entité juridique que le conseil d'administration pourra déterminer à son entière discrétion.

Art. 22. Indemnisation des Administrateurs. La Société indemnifiera tout administrateur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et autres ayants droit, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur ou de fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur ou fondé de pouvoir de toute autre société, dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf lorsque, en rapport avec de telles actions, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que la personne à indemniser n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Ce droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits auxquels l'administrateur, le directeur ou le fondé de pouvoir pourraient prétendre.

Art. 23. Surveillance de la Société. Les données comptables contenues dans le rapport annuel établi par la Société seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé qui est nommé par l'assemblée générale des actionnaires et rémunéré par la Société.

Le réviseur d'entreprises agréé accomplira tous les devoirs prescrits par la Loi de 2007.

Titre IV - Assemblées Générales - Année sociale - Distributions

Art. 24. Assemblées Générales des Actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Les résolutions prises s'imposent à tous les actionnaires, quelque soit la catégorie d'actions à laquelle ils appartiennent. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, réaliser ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le conseil d'administration.

Elle peut l'être également à la demande écrite d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires se tiendra, conformément à la loi, au siège social de la Société, ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le cinquième (5^e) jour du mois de mai à 14.00 heures de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans l'avis de convocation.

Les actionnaires se réuniront en personne, par vidéoconférence ou par conférence téléphonique, sur convocation du conseil d'administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé au moins quinze jours avant l'assemblée à tout propriétaire d'actions nominatives, à son adresse portée au registre des actionnaires ou à l'adresse qu'il aura préalablement indiquée. Tout actionnaire participant à une assemblée générale par vidéoconférence ou conférence téléphonique devra, préalablement à cette assemblée générale, désigner un mandataire qui sera physiquement présent à l'assemblée et confirmera les votes de l'actionnaire qu'il représente. L'ordre du jour sera préparé par le conseil d'administration sauf si l'assemblée a été convoquée à la demande écrite des actionnaires, auquel cas le conseil d'administration peut préparer un ordre du jour supplémentaire.

Etant donné que toutes les actions sont nominatives et si aucune publication n'est effectuée, les avis peuvent uniquement être envoyés aux actionnaires par courrier recommandé.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part aux assemblées générales.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

Chaque action, quelle que soit la catégorie, sous-catégorie ou tranche dont elle relève, donne droit à une voix, conformément à la loi luxembourgeoise et aux présents Statuts. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée des actionnaires par un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui peut être administrateur de la Société, en lui conférant un pouvoir par écrit ou par télégramme, télex ou télécopie.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les assemblées générales des actionnaires ne pourront délibérer valablement que si les actionnaires présents ou dûment représentés représentent au moins 60% du capital.

Si cette condition n'est pas satisfaite, une seconde assemblée pourra être convoquée par courrier recommandé envoyé au moins huit jours civils avant l'assemblée. Cet avis de convocation reproduira l'ordre du jour et indiquera la date et les résultats de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibérera valablement, quelle que soit la proportion du capital représentée.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Art. 25. Assemblées Générales des Actionnaires d'une Catégorie d'Actions. Les actionnaires de toute catégorie d'actions peuvent, à tout moment, tenir des assemblées générales ayant pour but de délibérer sur des matières ayant trait uniquement à la catégorie d'actions en question.

Les dispositions de l'Article 24, paragraphes 2, 3, 7, 8, 9, 10 et 11 s'appliquent mutatis mutandis à ces assemblées générales.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires d'une catégorie d'actions sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Art. 26. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 27. Distributions. Sur proposition du conseil d'administration et dans les limites prévues par la loi et par le Document d'Emission, l'assemblée générale des actionnaires de la catégorie d'actions concernée ou de la Société déterminera l'affectation des résultats de la Société et pourra en temps opportun déclarer ou autoriser le conseil d'administration à déclarer des distributions.

Pour chaque catégorie d'actions ayant droit à des distributions, le conseil d'administration peut décider de payer des acomptes sur dividendes.

Les paiements de distributions aux porteurs d'actions nominatives seront effectués à ces actionnaires à leurs adresses indiquées au registre des actionnaires.

Les distributions pourront être payées en euros et en temps et lieu que le conseil d'administration déterminera en temps opportun.

Le conseil d'administration pourra décider de distribuer des dividendes d'actions au lieu de dividendes en espèces en respectant les modalités et les conditions déterminées par le conseil d'administration.

Les distributions qui n'auront pas été réclamées par leur bénéficiaire dans les cinq ans à compter de leur déclaration ne pourront plus être réclamées et reviendront aux catégories d'actions concernées.

Aucun intérêt ne sera payé sur le dividende déclaré par la Société et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

Titre V - Dispositions finales

Art. 28. Dépositaire. Dans la mesure requise par la loi, la Société conclura un contrat de dépôt avec un établissement bancaire ou d'épargne au sens de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée (ci-après le "Dépositaire").

Le Dépositaire aura les pouvoirs et charges tels que prévus par la Loi de 2007 et par le contrat qui lie la Société.

Si le Dépositaire désire se retirer, le conseil d'administration s'efforcera de trouver un remplaçant dans un délai de deux mois à compter de l'opposabilité d'un tel retrait. Le conseil d'administration peut dénoncer le contrat de dépôt mais ne pourra révoquer le Dépositaire que si un remplaçant a été trouvé.

Art. 29. Dissolution de la Société. La Société peut à tout moment être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. A cette assemblée, sur première convocation, les actionnaires présents ou représentés doivent représenter au moins 60% du capital social de la Société, et la décision de dissoudre la Société doit être prise à la majorité des trois quarts au moins des votes valablement émis. Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée peut être convoquée. A cette deuxième assemblée, les actionnaires présents ou représentés doivent représenter au moins la moitié du capital social de la Société, et la décision de dissoudre la Société doit être prise à la majorité des trois quarts au moins des votes valablement émis. Si, là encore, le quorum n'est pas atteint, une troisième assemblée peut être convoquée. Cette troisième assemblée délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représentée, et adoptera ses résolutions à la majorité des trois quarts au moins des votes valablement émis.

La question de la dissolution de la Société doit en outre être soumise par le conseil d'administration à l'assemblée générale lorsque le capital social est devenu inférieur aux deux tiers du capital minimum tel que fixé à l'Article 7 des présents Statuts. L'assemblée générale délibère sans condition de présence et décide à la majorité simple des actions représentées à l'assemblée.

La question de la dissolution de la Société doit en outre être soumise à l'assemblée générale lorsque le capital social est devenu inférieur au quart du capital minimum fixé à l'Article 7 des présents Statuts; dans ce cas, l'assemblée générale délibère sans condition de présence et la dissolution peut être décidée par les actionnaires détenant un quart des actions représentées à l'assemblée.

La convocation doit se faire de façon à ce que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net de la Société est devenu, selon le cas, inférieur aux deux tiers ou au quart du capital minimum.

Art. 30. Liquidation. La liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Le ou les liquidateurs feront de leur mieux pour clôturer, vendre ou disposer de toute autre manière des investissements en cours de la Société.

Le ou les liquidateurs répartiront les avoirs distribuables entre les actionnaires conformément aux dispositions du Document d'Emission, et agiront dans le respect des lois et règlements applicables en disposant des investissements et en mettant fin à la Société.

Art. 31. Modifications des Statuts. Les présents Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires, tel que précisé à l'Article 24 des présentes, sous réserve des conditions de quorum, de majorité et de notification suivantes. L'assemblée générale des actionnaires ne délibérera valablement que si au moins 60% du capital est représenté et si l'ordre du jour indique les modifications des Statuts qui sont proposées et, le cas échéant, le texte de celles qui concernent l'objet ou la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas satisfaite, une seconde assemblée pourra être convoquée par courrier recommandé envoyé au moins quinze jours civils avant l'assemblée. Cet avis de convocation reproduira l'ordre du jour et indiquera la date et les résultats de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représentée. Aux deux assemblées, l'adoption des résolutions concernant les statuts se fera à la majorité des trois quarts au moins des voix exprimées. La mission de la Société ne pourra être modifiée que si les votes approuvant cette modification incluent le vote de la Commission européenne, pour autant que celle-ci soit actionnaire de la Société.

Art. 32. Modifications au Document d'Emission. Le conseil d'administration est autorisé, selon les modalités précisées ci-après, à apporter des modifications substantielles aux dispositions du Document d'Emission, sous réserve du respect (i) des procédures établies ci-après, (ii) de la Loi de 2007, et (iii) pour autant que le conseil d'administration ait obtenu l'accord des actionnaires représentant au moins trois quarts (3/4) des voix attachées au capital social (a) de la Société ou (b) de chaque catégorie d'actions concernée, au cas où les modifications ne s'appliquent qu'à la ou aux catégories d'actions en question.

Le conseil d'administration enverra un avis aux actionnaires concernés qui renseignera les modifications au Document d'Emission envisagées. Sous réserve de l'approbation de la Commission de surveillance du Secteur Financier ("CSSF"), lesdites modifications prendront effet et le Document d'Emission sera modifié en conséquence endéans un délai de deux mois à compter de la date d'envoi par recommandé de l'avis transmis aux actionnaires, pour autant que les actionnaires représentant au moins trois quarts (3/4) des voix attachées au capital social de la Société ou de la catégorie d'actions concernée, le cas échéant, aient donné par écrit au conseil d'administration leur approbation sur ces modifications dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi dudit avis transmis aux actionnaires concernés. Au cas où les actionnaires

de la Société ou, le cas échéant, de la catégorie concernée n'ont pas répondu par l'affirmative au terme du délai d'un mois ou ont signifié au conseil d'administration leur refus concernant l'ensemble ou certaines des modifications envisagées au Document d'Emission, les actionnaires en question auront le droit de racheter leurs actions respectives, sous réserve d'une notification écrite au conseil d'administration, au cours de ladite période d'un mois, de leur désir de racheter leurs actions. Pareille demande de rachat doit spécifier à quelles modifications il est fait objection ainsi que le nombre d'actions qu'ils souhaitent racheter. Si une ou plusieurs de ces modifications envisagées sont approuvées, d'une part aux majorités précisées ci-avant et, d'autre part, par la CSSF, la Société procédera au rachat des actions concernées des actionnaires ayant manifesté leur opposition, selon les dispositions du paragraphe suivant.

Pareils rachats d'actions seront effectués sans frais, à un prix correspondant à la valeur nette d'inventaire majorée de tout dividende dû, en date du Jour d'Evaluation qui ne sera pas inférieur à cent (100) jours suivant le terme de la période d'un mois susmentionnée. Ce montant de rachat sera versé endéans les quatre (4) mois suivant ledit Jour d'Evaluation.

Le conseil d'administration ne pourra autoriser le rachat des actions que si (i) pareil rachat ne porte pas préjudice, au cours de la durée restante desdites actions, au pourcentage de subordination (subordination percentage) précisé dans le Document d'Emission, et (ii) suite à ce rachat, aucun actionnaire ne détient plus de cinquante pour cent de l'ensemble du capital social de la Société. Si, suite à une modification envisagée au Document d'Emission, ayant été approuvée par la CSSF et par au moins trois quarts (3/4) des voix attachées au capital social de la Société ou, le cas échéant, de la (des) catégorie(s) d'actions, certaines actions, faisant l'objet d'une demande de rachat par des actionnaires, tel que mentionné ci-avant, sont susceptibles d'entraîner la survenance des situations reprises aux points (i) et (ii) ci-avant, ces modifications envisagées ne seront pas mises en œuvre.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux modifications substantielles aux dispositions du Document d'Emission, tel que décrit plus avant à la section "Informations Générales" ("General information"), sous-section "Modifications au Document d'Emission" ("Amendments to the Issue Document") du Document d'Emission.

En outre, le conseil d'administration est également autorisé à modifier toute autre disposition du Document d'Emission, autre que les modifications substantielles aux dispositions mentionnées ci-avant, pour autant que de telles modifications ne portent pas préjudice aux intérêts des actionnaires de la Société ou de toute catégorie d'actions dans son ensemble, le cas échéant. Dans ce cas, l'information sera transmise par écrit aux actionnaires et le Document d'Emission sera modifié en conséquence. Afin d'éviter toute confusion, les actionnaires ne se verront pas proposer le droit de demander le rachat des actions dans ces circonstances.

Sous réserve de l'approbation de la CSSF et sans préjudice de l'Article 33 des présentes, le conseil d'administration est autorisé à modifier le Document d'Emission afin de se conformer à toute modification aux Statuts approuvée par les actionnaires conformément aux dispositions de l'Article 31 des présentes.

Au cas où l'une des modifications du Document d'Emission ci-avant comporte une modification des Statuts, la décision de modifier sera approuvée conformément aux dispositions de l'Article 31 des présentes.

Art. 33. Déclaration. Les mots du genre masculin englobent également le genre féminin, les termes de "personne" ou "actionnaire" englobent également les sociétés, partenariats, associations et tout autre groupe de personnes constitué ou non sous forme de société.

Art. 34. Loi Applicable. Pour tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi qu'à la Loi de 2007 telles que ces lois ont été ou seront modifiées en temps opportun.

Art. 35. Définitions. Les termes utilisés dans les présents Statuts seront interprétés tel qu'indiqué dans le Document d'Emission, sauf si le contexte impose une autre interprétation."

Cette résolution a été prise avec 8097 voix pour, 0 voix contre et 1645 abstentions.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour de l'assemblée, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Sur demande des comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, 14, rue Erasme, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. PEDRINI, C. DE BOECK, L. KREICHER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2010. LAC/2010/58863. Reçu soixante quinze euros €75,-

Le Receveur (signé): SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME -délivrée à la Société sur demande.

Expédition signée par Me Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg en remplacement de Me Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, absente.

Luxembourg, le 17 janvier 2011

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2011011270/1442.

(110012013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Berenberg Funds IV, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds Berenberg Funds IV, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 10. Januar 2011.

Für die Gesellschaft

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2011005253/12.

(110004841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

Partner Fonds Europa Renten, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds Partner Fonds Europa Renten, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 13. Dezember 2010.

Für die Gesellschaft

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2011005254/12.

(110004842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

The European Fund For Southeast Europe S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 114.452.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2011011271/12.

(110012016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Lyra Invest Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.054.

Im Jahre Zweitausendzehn, am fünfzehnten Dezember,

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Mira Invest Fund, mit Sitz in 1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

hier vertreten durch Nicole Schmidt-Troje, Rechtsanwältin, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg am 15. Dezember 2010, welche nach Unterzeichnung ne varietur durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt wird um mit derselben registriert zu werden.

Die erschienene Partei ist alleinige Gesellschafterin (die „alleinige Gesellschafterin“) des Lyra Invest Fund (die „Gesellschaft“). Die Gesellschaft wurde am 17. Oktober 2007 gemäß notarieller Urkunde von dem Notar Maître Henri Hellinckx, ansässig in Luxemburg, gegründet. Die Gründungsurkunde wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 28. November 2007 veröffentlicht. Seither wurde die Satzung der Gesellschaft nicht geändert.

Hiernach fasst die das gesamte Gesellschaftskapital vertretende alleinige Gesellschafterin folgende Beschlüsse;

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, die Vorschriften zur Bewertung des Anteilswertes der verschiedenen Aktienklassen im Rahmen der Nettoinventarwertberechnung zu präzisieren und dementsprechend Artikel 13 (1) Absatz 2 der Satzung der Gesellschaft (die „Satzung“) zu ändern und Artikel 13 (1) Absatz 4 der Satzung zu streichen.

Art. 13. (1) Absatz 2. „Der Wert dieser Aktiva wird nach Treu und Glauben und aufgrund folgender Prinzipien zu ihrem angemessenen Marktpreis (sog. „Fair Value“) bestimmt:

a) Der Wert von Barmitteln oder Einlagen, Wechseln, bei Sicht fälligen Schuldscheinen und Außenständen, verauslagten Kosten, Bardividenden und Zinsen, die wie vorstehend ausgeführt beschlossen oder aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, wird mit deren vollem Wert angesetzt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass sie in voller Höhe gezahlt werden oder eingehen. In diesem Fall wird ihr Wert mit demjenigen Abzug angesetzt, den der Verwaltungsrat für geeignet erachtet, um den wahren Wert wiederzugeben;

b) Der Wert aller Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie anderer Vermögenswerte, die an einer amtlichen Wertpapierbörse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf Basis der zuletzt verfügbaren Schlusskurse an der Börse oder dem Markt welcher normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt.

c) Falls Vermögenswerte des Teilfondsvermögens nicht an einer Wertpapierbörse notiert oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt wurden oder wenn der gemäß vorstehend b) ermittelte Kurs von Vermögenswerten, die an einer Wertpapierbörse notiert oder an einem sonstigen geregelten Markt gehandelt wurden, nach Meinung des Verwaltungsrates nicht den angemessenen Marktwert der Vermögenswerte repräsentiert, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf Basis des vernünftigerweise zu erwartenden Verkaufskurses angesetzt, der umsichtig und nach Treu und Glauben vom Verwaltungsrat ermittelt wird.

d) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an einer Wertpapierbörse oder einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Schlusspreise oder Liquidationswerte, solcher Verträge an den Wertpapierbörsen oder geregelten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von dem Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern Futures, Forwards oder Optionen an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden können, wird die Bewertungsgrundlage für solche Verträge vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet.

e) Credit Default Swaps werden bewertet i) nach dem aktuellen Wert zukünftiger Cash Flows, wobei die Berechnung des Cash Flows nach allgemein gültigen Marktbedingungen erfolgt und die Wahrscheinlichkeit von eventuellen Leistungsstörungen ebenfalls berücksichtigt ist oder ii) nach einer Berechnungsmethode, welche vom Verwaltungsrat nach bestem Gewissen festgelegt wurde, falls letzterer der Meinung ist dass diese Methode den Kapitalwert des Credit Default Swap besser wiedergibt. Interest Rate Swaps werden nach dem Marktwert, welcher auf Basis der Zinssatzkurven ermittelt wird, bewertet. Andere Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der umsichtig und nach Treu und Glauben vom Verwaltungsrat ermittelt wird, mittels vom Wirtschaftsprüfer des SIF angenommenen Bewertungsmethoden.

f) Der Wert von Anteilen anderer Zielfonds wird anhand des zuletzt bestimmten und verfügbaren Nettoinventarwerts oder, falls der ermittelte Wert nicht den angemessenen Marktwert dieser Vermögenswerte repräsentiert, vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt.

g) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechen dem vom Verwaltungsrat aufzustellenden Verfahren zu bestimmen ist."

Zweiter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, Artikel 21 Absatz 3 der Satzung dahingehend zu ändern, dass eine Bezugnahme auf einen Interessenkonflikt der Depotbank unter Angabe des Namens der Depotbank dahingehend verallgemeinert wird, dass nur auf die Depotbank im Allgemeinen Bezug genommen wird und dementsprechend Artikel 21 Absatz 3 der Satzung mit folgendem Wortlaut neu zu fassen:

Art. 21. Absatz 3. „Der Begriff „entgegenstehendes Interesse“, wie er im vorangegangenen Satz verwendet wurde, bezieht sich auf keine Beziehung -mit oder ohne Interesse -in jeglicher Angelegenheit, Position oder Transaktion, an der die Depotbank, ihre Filialen, Zweigstellen oder Tochtergesellschaften, oder jegliche Person, Gesellschaft oder Institution beteiligt sind, die der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen gelegentlich bestimmen kann."

Dritter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, den Termin der jährlichen Aktionärsversammlung zu ändern und dementsprechend Artikel 25 Satz 1 der Satzung mit folgendem Wortlaut neu zu fassen:

Art. 25. Satz 1. „Die jährliche Aktionärsversammlung wird jedes Jahr am ersten Freitag des Monats Mai um 14:30 Uhr, in der Stadt Luxemburg an einem in der Einberufung zur Aktionärsversammlung angegebenen Ort abgehalten.“

Vierter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, die Frist während derer Vermögenswerte, die nach erfolgter Rücknahme nicht an die Begünstigten ausgeschüttet werden können, bei der Depotbank der Gesellschaft hinterlegt werden an die Verwaltungspraxis anzupassen und dementsprechend Artikel 36 Absatz 4 der Satzung mit folgendem Wortlaut neu zu fassen:

Art. 36. Absatz 4. „Vermögenswerte, die nach erfolgter Rücknahme nicht an die Begünstigten ausgeschüttet werden können, werden während des gesetzlich erforderlichen Zeitraumes bei der Depotbank der Gesellschaft hinterlegt; nach Ablauf dieser Frist werden die Vermögenswerte bei der Caisse de Consignation zugunsten der begünstigten Personen hinterlegt.“

Fünfter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, den Rücktritt folgender Personen mit Wirkung zum 31. Dezember 2010 zur Kenntnis zu nehmen:

- Pascal Chauvaux; und
- Frédéric Fasel.

Die alleinige Gesellschafterin nimmt weiterhin zur Kenntnis, dass das Verwaltungsratsmandat von Herr Jerry Hilger durch seinen Tod am 2. November 2010 beendet wurde.

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, den ausgeschiedenen Verwaltungsratsmitgliedern Entlastung für die Ausübung ihres Mandates zu erteilen.

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, folgende Personen mit Wirkung zum 1. Januar 2011 zu neuen Mitgliedern des Verwaltungsrates zu ernennen:

- Dr. Pierre-Marie Valenne, Deputy Managing Director Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, beruflich ansässig in 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxemburg.
- Frank Sarrazin, Vice Chairman of the Management Committee Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, beruflich ansässig in 3, boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg, und
- Dr. Axel May, Mitglied des Verwaltungsrates der Harald Quandt Holding, beruflich ansässig in Neue Mainzerstrasse 1, D-60311 Frankfurt (Main) Deutschland.

Das Mandat dieser Personen endet mit der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, die die Jahresabschlüsse für das Geschäftsjahr 2011 genehmigt.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, welcher dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt ist, hat der Erschienene mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: N. SCHMIDT-TROJE und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58623. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. Januar 2011.

Référence de publication: 2011010073/114.

(110011763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

OneWorld Tactics, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 1. Dezember 2010, für den Fonds OneWorld Tactics wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012525/10.

(110014409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Mira Invest Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 133.055.

Im Jahre Zweitausendzehn, am fünfzehnten Dezember,

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Pictet & Cie, mit Sitz in 60, route des Acacias, 1211 Genf, Schweiz

hier vertreten durch Nicole Schmidt-Troje, Rechtsanwältin, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Genf am 14. Dezember 2010, welche nach Unterzeichnung ne varietur durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt wird um mit derselben registriert zu werden.

Die erschienene Partei ist alleinige Gesellschafterin (die „alleinige Gesellschafterin“) des Mira Invest Fund (die „Gesellschaft“). Die Gesellschaft wurde am 17. Oktober 2007 gemäß notarieller Urkunde von dem Notar Maître Henri Hellinckx, ansässig in Luxemburg, gegründet. Die Gründungsurkunde wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 29. November 2007 veröffentlicht. Seither wurde die Satzung der Gesellschaft nicht geändert.

Hiernach fasst die das gesamte Gesellschaftskapital vertretende alleinige Gesellschafterin folgende Beschlüsse;

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, die Vorschriften zur Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen im Rahmen der Nettoinventarwertberechnung zu präzisieren und dementsprechend Artikel 13 (1) Absatz 2 der Satzung der Gesellschaft (die „Satzung“) zu ändern und Artikel 13 (1) Absatz 4 der Satzung zu streichen.

Art. 13. (1) Absatz 2. „Der Wert dieser Aktiva wird nach Treu und Glauben und aufgrund folgender Prinzipien zu ihrem angemessenen Marktpreis (sog. „Fair Value“) bestimmt:

a) Der Wert von Barmitteln oder Einlagen, Wechseln, bei Sicht fälligen Schuldscheinen und Außenständen, verauslagten Kosten, Bardividenden und Zinsen, die wie vorstehend ausgeführt beschlossen oder aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, wird mit deren vollem Wert angesetzt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass sie in voller Höhe gezahlt werden oder eingehen. In diesem Fall wird ihr Wert mit demjenigen Abzug angesetzt, den der Verwaltungsrat für geeignet erachtet, um den wahren Wert wiederzugeben;

b) Der Wert aller Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie anderer Vermögenswerte, die an einer amtlichen Wertpapierbörse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf Basis der zuletzt verfügbaren Schlusskurse an der Börse oder dem Markt welcher normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt.

c) Falls Vermögenswerte des Teilfondsvermögens nicht an einer Wertpapierbörse notiert oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt wurden oder wenn der gemäß vorstehend b) ermittelte Kurs von Vermögenswerten, die an einer Wertpapierbörse notiert oder an einem sonstigen geregelten Markt gehandelt wurden, nach Meinung des Verwaltungsrates nicht den angemessenen Marktwert der Vermögenswerte repräsentiert, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf Basis des vernünftigerweise zu erwartenden Verkaufskurses angesetzt, der umsichtig und nach Treu und Glauben vom Verwaltungsrat ermittelt wird.

d) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an einer Wertpapierbörse oder einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Schlusspreise oder Liquidationswerte, solcher Verträge an den Wertpapierbörsen oder geregelten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von dem Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern Futures, Forwards oder Optionen an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden können, wird die Bewertungsgrundlage für solche Verträge vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet.

e) Credit Default Swaps werden bewertet i) nach dem aktuellen Wert zukünftiger Cash Flows, wobei die Berechnung des Cash Flows nach allgemein gültigen Marktbedingungen erfolgt und die Wahrscheinlichkeit von eventuellen Leistungsstörungen ebenfalls berücksichtigt ist oder ii) nach einer Berechnungsmethode, welche vom Verwaltungsrat nach bestem Gewissen festgelegt wurde, falls letzterer der Meinung ist dass diese Methode den Kapitalwert des Credit Default Swap besser wiedergibt. Interest Rate Swaps werden nach dem Marktwert, welcher auf Basis der Zinssatzkurven ermittelt wird, bewertet. Andere Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der umsichtig und nach Treu und Glauben vom Verwaltungsrat ermittelt wird, mittels vom Wirtschaftsprüfer des SIF angenommenen Bewertungsmethoden.

f) Der Wert von Anteilen anderer Zielfonds wird anhand des zuletzt bestimmten und verfügbaren Nettoinventarwerts oder, falls der ermittelte Wert nicht den angemessenen Marktwert dieser Vermögenswerte repräsentiert, vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt.

g) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechen dem vom Verwaltungsrat aufzustellenden Verfahren zu bestimmen ist."

Zweiter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, Artikel 21 Absatz 3 der Satzung dahingehend zu ändern, dass eine Bezugnahme auf einen Interessenkonflikt der Depotbank unter Angabe des Namens der Depotbank dahingehend verallgemeinert wird, dass nur auf die Depotbank im Allgemeinen Bezug genommen wird und dementsprechend Artikel 21 Absatz 3 der Satzung mit folgendem Wortlaut neu zu fassen:

Art. 21. Absatz 3. „Der Begriff „entgegenstehendes Interesse“, wie er im vorangegangenen Satz verwendet wurde, bezieht sich auf keine Beziehung -mit oder ohne Interesse -in jeglicher Angelegenheit, Position oder Transaktion, an der die Depotbank, ihre Filialen, Zweigstellen oder Tochtergesellschaften, oder jegliche Person, Gesellschaft oder Institution beteiligt sind, die der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen gelegentlich bestimmen kann.“

Dritter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, den Termin der jährlichen Aktionärsversammlung zu ändern und dementsprechend Artikel 25 Satz 1 der Satzung mit folgendem Wortlaut neu zu fassen:

Art. 25. Satz 1. „Die jährliche Aktionärsversammlung wird jedes Jahr am ersten Freitag des Monats Mai um 14:30 Uhr, in der Stadt Luxemburg an einem in der Einberufung zur Aktionärsversammlung angegebenen Ort abgehalten.“

Vierter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, die Frist während derer Vermögenswerte, die nach erfolgter Rücknahme nicht an die Begünstigten ausgeschüttet werden können, bei der Depotbank der Gesellschaft hinterlegt werden an die Verwaltungspraxis anzupassen und dementsprechend Artikel 36 Absatz 4 der Satzung mit folgendem Wortlaut neu zu fassen:

Art. 36. Absatz 4. „Vermögenswerte, die nach erfolgter Rücknahme nicht an die Begünstigten ausgeschüttet werden können, werden während des gesetzlich erforderlichen Zeitraumes bei der Depotbank der Gesellschaft hinterlegt; nach Ablauf dieser Frist werden die Vermögenswerte bei der Caisse de Consignation zugunsten der begünstigten Personen hinterlegt.“

Fünfter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, den Rücktritt folgender Personen mit Wirkung zum 31. Dezember 2010 zur Kenntnis zu nehmen:

- Pascal Chauvaux; und
- Frédéric Fasel.

Die alleinige Gesellschafterin nimmt weiterhin zur Kenntnis, dass das Verwaltungsratsmandat von Herr Jerry Hilger durch seinen Tod am 2. November 2010 beendet wurde.

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, den ausgeschiedenen Verwaltungsratsmitgliedern Entlastung für die Ausübung ihres Mandates zu erteilen.

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, folgende Personen mit Wirkung zum 1. Januar 2011 zu neuen Mitgliedern des Verwaltungsrates zu ernennen:

- Dr. Pierre-Marie Valenne, Deputy Managing Director Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, beruflich ansässig in 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxemburg.
- Frank Sarrazin, Vice Chairman of the Management Committee Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, beruflich ansässig in 3, boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg, und
- Dr. Axel May, Mitglied des Verwaltungsrates der Harald Quandt Holding, beruflich ansässig in Neue Mainzerstrasse 1, D-60311 Frankfurt (Main) Deutschland.

Das Mandat dieser Personen endet mit der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, die die Jahresabschlüsse für das Geschäftsjahr 2011 genehmigt.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, welcher dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt ist, hat der Erschienene mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: N. SCHMIDT-TROJE und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58622. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. Januar 2011.

Référence de publication: 2011010100/114.

(110011588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Leufgen Trade & Services AG, Société Anonyme.

Siège social: L-9907 Troisvierges, 76, route d'Asselborn.

R.C.S. Luxembourg B 114.265.

Verschmelzungsbericht/Fusionsbericht des Verwaltungsrats gemäß Artikel 261. (1) des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915

Sind erschienen:

Alle Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft „LEUFGEN TRADE & SERVICES AG“ und zwar:

- Herr Günther LEUFGEN, wohnhaft in B-4782 Schönberg, Wejerwääch 2, Delegierter des Verwaltungsrats;
- Herr Thomas LEUFGEN, wohnhaft in B-4782 Schönberg, Op der Schleef 14, Verwaltungsratsmitglied;
- Frau Hannelore LEUFGEN-MÜLLER, wohnhaft in B-4782 Schönberg, Wejerwääch 2, Verwaltungsratsmitglied.

der Verwaltungsrat der „LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.“ dokumentiert durch vorliegendes Protokoll die Verschmelzung mittels Aufnahme der "Société Générale d'Investissements Professionnels", gemäß Artikel 257 bis 284 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Die Bedingungen und der Ablauf der Fusion werden im Folgenden näher beschrieben:

1. Beschreibung der zu verschmelzenden Gesellschaften. Die Verschmelzung soll zwischen der LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G., einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in L-9907 Troisvierges, route d'Asselborn 76, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxemburg unter der Nummer B 114.265,

mit einem Gesellschaftskapital von fünfhundertfünzigtausend Euro (EUR 550.000,-), eingeteilt in 550 Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Euro (EUR 1.000,-) (hiernach die "Aufnehmende Gesellschaft" genannt) und der Société Générale d'Investissements Professionnels, einer Aktiengesellschaft luxemburgischem Rechts, mit Gesellschaftssitz in L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxemburg unter der Nummer B 99.181, mit einem

Gesellschaftskapital von einundreissigtausend Euro (EUR 31.000,-), eingeteilt in 200 Aktien, mit einem Nennwert von je einhundertfünfundfünfzig Euro (EUR 155,-) je Aktie (hiernach die "Übertragene Gesellschaft" genannt), durchgeführt werden.

Der Gesellschaftsgegenstand der „Société Générale d'Investissements Professionnels“ ist das Halten sowie die Verwaltung von Beteiligungen in anderen luxemburgischen und ausländischen Unernehmen. Der Gegenstand der „LEUFGEN TRADE & SERVICES AG“ ist der Handel mit Baumaterialien und die Vermietung von Maschinen.

2. Begründung der Verschmelzung. Die Verwaltungsräte der zu verschmelzenden Gesellschaften sind der Meinung, dass die Verschmelzung vorteilhaft ist, da die Gruppenstruktur dadurch wesentlich vereinfacht wird. Die Tätigkeiten der Gesellschaften sind insgesamt unzureichend, um die Aufrechterhaltung beider Gesellschaften zu rechtfertigen. Die Fusion lässt eine effizientere Geschäftsführung zu und führt zu einer beträchtlichen Verringerung der Verwaltungskosten. Dabei wird eine Fusion in Richtung von „LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.“ vorgeschlagen, da diese Gesellschaft sowohl Operationell als auch vom Management her die Gesellschaft darstellt, die im Aussenverhältnis (Kunden, Lieferanten, Banken etc.) besser bekannt ist. Die Verwaltungsräte sind der Meinung, dass die Fusion aus vorgenannten finanziellen und wirtschaftlichen Gründen vorgenommen werden sollte.

3. Das Tauschverhältnis. Methoden zur Feststellung des Tauschverhältnisses

Zur Festlegung des Verhältnisses zwischen den auszugebenden Aktien der „LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.“ und den einzutauschenden Aktien der "Société Générale d'Investissements Professionnels", wurde vom Buchwert zum 30. September 2010 beider vorgenannter Gesellschaften ausgegangen. Als Grundlage zur Feststellung des Tauschverhältnisses wurde dementsprechend vom Eigenkapital beider Gesellschaften ausgegangen.

Der Buchwert per 30. September 2010 der Gesellschaft „Société Générale d'Investissements Professionnels“ beträgt EUR 65.363,00

Der Buchwert per 30. September 2010 der Gesellschaft „LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.“ beträgt EUR 567.314,00

Die Berechnung des Tauschverhältnisses auf Grundlage der Zahlen vom 30. September 2010 ergibt folglich:

Société Générale d'Investissements Professionnels

Wert per 30. September 2010 65.363,00 EUR

Anzahl Aktien 300

Wert pro Aktie 217,88 EUR

LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.

Wert per 30. September 2010 567.314,00 EUR

Anzahl Aktien	550
Wert pro Aktie	1.031,48 EUR
Tauschverhältnis	
217.88 = 0,21	
1.031,48	

Demzufolge werden 63 neue Aktien von „LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.“ ausgegeben und an die Aktionäre von "Société Générale d'Investissements Professionnels" ausgeben Im Verhältnis von 0,21 neuen Aktien von „LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.“ für eine Aktie von "Société Générale d'Investissements Professionnels" (oder 1 neue Aktie von „LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.“ im Verhältnis zu 9,7 Aktien von "Société Générale d'Investissements Professionnels").

Es wird kein Aufgeld bezahlt.

Die neuen Aktien sind gleicher Art und mit denselben Rechten versehen wie die bestehenden Aktien.

3. Beschreibung der Verschmelzung.

a) Gemäß Artikel 259 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915, über die Handelsgesellschaften, wird die Übertragene Gesellschaft, mittels Verschmelzung durch Aufnahme, ihre gesamten Aktiva und Passiva im Zuge Ihrer Auflösung ohne Liquidation, der Aufnehmenden Gesellschaft, übertragen.

b) Die Aktionäre der Übertragenen Gesellschaft erhalten Aktien der Aufnehmenden Gesellschaft im Verhältnis Ihrer bisherigen Beteiligung in der Übertragenen Gesellschaft.

c) Gemäß Artikel 271 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915, wird der Abschluss der Verschmelzung durch Maître Pierre PROBST, Notar mit Amtssitz in Ettelbrück, beurkundet und im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, veröffentlicht.

Die Beurkundung ist vorgesehen nach Ablauf der in Artikel 262 (1), des vorbenannten Gesetzes, vorgesehenen Veröffentlichungsfrist für vorliegenden Verschmelzungsbericht.

d) Alle Geschäftstätigkeiten der Übertragenen Gesellschaften gelten, ab dem 01. Oktober 2010 buchhalterisch als Geschäftstätigkeiten der Aufnehmenden Gesellschaft im Sinne von Artikel 261 Abs. 2e) des vorbenannten Handelsgesetzes.

e) Nach Durchführung der Verschmelzung, wird die Übertragene Gesellschaft aufgelöst und ihre Aktien annulliert.

f) Mit Datum des Inkrafttretens der Verschmelzung übernimmt die Aufnehmende Gesellschaft alle Rechte und Verpflichtungen der Übertragenen Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Bücher und Unterlagen der Übertragenen Gesellschaft werden von der Aufnehmenden Gesellschaft für die gesamte gesetzlich erforderliche Frist aufbewahrt.

g) Aktionäre mit Sonder- oder Vorzugsrecht oder andere Berechtigte im Sinne von Artikel 261 (2) f) des Handelsgesetzes, bestehen nicht.

h) Den Verwaltungs- und Kontrollorganen der Aufnehmenden Gesellschaft und/oder der Übertragenen Gesellschaft wurden keine spezifischen Rechte oder Vorteile gewährt.

i) Die Aktionäre der Aufnehmenden und der Übertragenen Gesellschaft, haben das Recht, mindestens einen Monat vor dem Tag der Generalversammlung, die über die Verschmelzungsberichte befindet, die unter Artikel 267 Abs. 1 a) - e) und Abs. 2 des Handelsgesetzes aufgeführten Dokumente am jeweiligen Sitz der beteiligten Gesellschaften einzusehen. Eine Kopie dieser Dokumente werden jedem Aktionär auf Anfrage ohne Kosten zur Verfügung gestellt.

j) Die Kapitalerhöhung bei „LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.“ infolge der Verschmelzung wird sich auf 31.000 EUR belaufen, um das Kapital auf 581.000 EUR zu bringen. Das Gesellschaftskapital wird nach der Fusion durch 613 Aktien vertreten.

k) Dritten gegenüber ist die Verschmelzung erst nach erfolgter Veröffentlichung aller Generalversammlungen wirksam, deren Zustimmung zur Verschmelzung erforderlich sind.

l) Herr Alain KOHNEN, Betriebsrevisor, mit beruflicher Anschrift In L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61, wurde damit beauftragt, den unter Artikel 265 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehenen Prüfungsauftrag wahrzunehmen und den Aktionärsversammlungen beider Gesellschaften über dessen Resultat Bericht zu erstatten.

m) Vorliegende Verschmelzung erfolgt steuerbefreit, im Sinne von Artikel 170, Paragraph 2 L.I.R.

Troisvierges, den 03. Dezember 2010.

Günther LEUFGEN, / Thomas LEUFGEN, / Hannelore LEUFGEN-MÜLLER

Verwaltungsratsmitglied und Delegierter des Verwaltungsrats. / Verwaltungsratsmitglied. / Verwaltungsratsmitglied.

Référence de publication: 2011012476/105.

(110013481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

S.G.I.P., Société Générale d'Investissements Professionnels, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 99.181.

—
*Verschmelzungsbericht/Fusionsbericht des Verwaltungsrats
 gemäß Artikel 261. (1) des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915*

Sind erschienen:

Alle Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft "Société Générale d'Investissements Professionnels" und zwar:

- Herr Günther LEUFGEN, wohnhaft in B-4782 Sankt Vith, Schönberg, Wejerwääch 2, Verwaltungsratsmitglied;
- Herr Thomas LEUFGEN, wohnhaft in B-4782 Sankt Vith, Schönberg, Op der Schleef 14, Verwaltungsratsmitglied;
- Frau Hannelore LEUFGEN-MÜLLER, wohnhaft in B-4782 Sankt Vith, Schönberg, Wejerwääch 2, Verwaltungsratsmitglied;

der Verwaltungsrat der Gesellschaft "Société Générale d'Investissements Professionnels", dokumentiert durch vorliegendes Protokoll die Verschmelzung mittels Aufnahme letztgenannter Gesellschaft durch die "LEUFGEN TRADE & SERVICES AG", abgekürzt "LTS AG", gemäß Artikel 257 bis 284 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Die Bedingungen und der Ablauf der Fusion werden im Folgenden näher beschrieben:

1. Beschreibung der zu verschmelzenden Gesellschaften. Die Verschmelzung soll zwischen der LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G., einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in L-9907 Troisvierges, route d'Asselborn, 76, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxemburg unter der Nummer B 114.265, mit einem Gesellschaftskapital von fünfhundertfünzigtausend Euro (EUR 550.000,-), eingeteilt in 550 Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Euro (EUR 1.000,-) (hiernach die "Aufnehmende Gesellschaft" genannt) und der Société Générale d'Investissements Professionnels, einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss, 61, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxemburg unter der Nummer B 99.181, mit einem Gesellschaftskapital von einundreissigtausend Euro (EUR 31.000,-), eingeteilt in 200 Aktien, mit einem Nennwert von je einhundertfünfundfünfzig Euro (EUR 155,-) je Aktie (hiernach die "Übertragene Gesellschaft" genannt), durchgeführt werden.

Der Gesellschaftsgegenstand der "Société Générale d'Investissements Professionnels" ist das Halten sowie die Verwaltung von Beteiligungen in anderen luxemburgischen und ausländischen Unternehmen. Der Gegenstand der "LEUFGEN TRADE & SERVICES AG" ist der Handel mit Baumaterialien und die Vermietung von Maschinen.

2. Begründung der Verschmelzung. Die Verwaltungsräte der zu verschmelzenden Gesellschaften sind der Meinung, dass die Verschmelzung vorteilhaft ist, da die Gruppenstruktur dadurch wesentlich vereinfacht wird. Die Tätigkeiten der Gesellschaften sind insgesamt unzureichend, um die Aufrechterhaltung beider Gesellschaften zu rechtfertigen. Die Fusion lässt eine effizientere Geschäftsführung zu und führt zu einer beträchtlichen Verringerung der Verwaltungskosten. Dabei wird eine Fusion in Richtung von "LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G." vorgeschlagen, da diese Gesellschaft sowohl operationell als auch vom Management her die Gesellschaft darstellt, die im Aussenverhältnis (Kunden, Lieferanten, Banken etc.) besser bekannt ist. Die Verwaltungsräte sind der Meinung, dass die Fusion aus vorgenannten finanziellen und wirtschaftlichen Gründen vorgenommen werden sollte.

3. Das Tauschverhältnis. Methoden zur Feststellung des Tauschverhältnisses

Zur Festlegung des Verhältnisses zwischen den auszugebenden Aktien der "LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G." und den einzutauschenden Aktien der "Société Générale d'Investissements Professionnels", wurde vom Buchwert zum 30. September 2010 beider vorgenannter Gesellschaften ausgegangen. Als Grundlage zur Feststellung des Tauschverhältnisses wurde dementsprechend vom Eigenkapital beider Gesellschaften ausgegangen.

Der Buchwert per 30. September 2010 der Gesellschaft "Société Générale d'Investissements Professionnels" beträgt EUR 65.363,00,

Der Buchwert per 30. September 2010 der Gesellschaft "LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G." beträgt EUR 567.314,00.

Die Berechnung des Tauschverhältnisses auf Grundlage der Zahlen vom 30. September 2010 ergibt folglich:

Société Générale d'Investissements Professionnels	
Wert per 30. September 2010	65.363,00 EUR
Anzahl Aktien	300
Wert pro Aktie	217,88 EUR
LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.	
Wert per 30. September 2010	567.314,00 EUR
Anzahl Aktien	550
Wert pro Aktie	1.031,48 EUR

Tauschverhältnis

217,88 = 0,21

1.031,48

Demzufolge werden 63 neue Aktien von "LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G." ausgegeben und an die Aktionäre von "Société Générale d'Investissements Professionnels" ausgegeben im Verhältnis von 0,21 neuen Aktien von "LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G." für eine Aktie von "Société Générale d'Investissements Professionnels" (oder 1 neue Aktie von "LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G." im Verhältnis zu 9,7 Aktien von "Société Générale d'Investissements Professionnels").

Es wird kein Aufgeld bezahlt.

Die neuen Aktien sind gleicher Art und mit denselben Rechten versehen wie die bestehenden Aktien.

4. Beschreibung der Verschmelzung.

a) Gemäß Artikel 259 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915, über die Handelsgesellschaften, wird die Übertragene Gesellschaft, mittels Verschmelzung durch Aufnahme, ihre gesamten Aktiva und Passiva im Zuge ihrer Auflösung ohne Liquidation, der Aufnehmenden Gesellschaft, übertragen.

b) Die Aktionäre der Übertragenen Gesellschaft erhalten Aktien der Aufnehmenden Gesellschaft im Verhältnis ihrer bisherigen Beteiligung in der Übertragenen Gesellschaft.

c) Gemäß Artikel 271 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915, wird der Abschluss der Verschmelzung durch Maître Pierre PROBST, Notar mit Amtssitz in Ettelbrück, beurkundet und im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, veröffentlicht.

Die Beurkundung ist vorgesehen nach Ablauf der in Artikel 262 (1) des vorbenannten Gesetzes, vorgesehenen Veröffentlichungsfrist für vorliegenden Verschmelzungsbericht.

d) Alle Geschäftstätigkeiten der Übertragenen Gesellschaften gelten, ab dem 1. Oktober 2010 buchhalterisch als Geschäftstätigkeiten der Aufnehmenden Gesellschaft im Sinne von Artikel 261 Abs. 2e) des vorbenannten Handelsgesetzes.

e) Nach Durchführung der Verschmelzung, wird die Übertragene Gesellschaft aufgelöst und ihre Aktien annulliert.

f) Mit Datum des Inkrafttretens der Verschmelzung übernimmt die Aufnehmende Gesellschaft alle Rechte und Verpflichtungen der Übertragenen Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Bücher und Unterlagen der Übertragenen Gesellschaft werden von der Aufnehmenden Gesellschaft für die gesamte gesetzlich erforderliche Frist aufbewahrt.

g) Aktionäre mit Sonder- oder Vorzugsrecht oder andere Berechtigte im Sinne von Artikel 261 (2) f) des Handelsgesetzes, bestehen nicht.

h) Den Verwaltungs- und Kontrollorganen der Aufnehmenden Gesellschaft und/oder der Übertragenen Gesellschaft wurden keine spezifischen Rechte oder Vorteile gewährt.

i) Die Aktionäre der Aufnehmenden und der Übertragenen Gesellschaft, haben das Recht, mindestens einen Monat vor dem Tag der Generalversammlung, die über die Verschmelzungsberichte befindet, die unter Artikel 267 Abs. 1 a) - e) und Abs. 2 des Handelsgesetzes aufgeführten Dokumente am jeweiligen Sitz der beteiligten Gesellschaften einzusehen. Eine Kopie dieser Dokumente werden jedem Aktionär auf Anfrage ohne Kosten zur Verfügung gestellt.

j) Die Kapitalerhöhung bei „LEUFGEN TRADE & SERVICES A.G.“ Infolge der Verschmelzung wird sich auf 31.000 EUR belaufen, um das Kapital auf 581.000 EUR zu bringen. Das Gesellschaftskapital wird nach der Fusion durch 613 Aktien vertreten.

k) Dritten gegenüber ist die Verschmelzung erst nach erfolgter Veröffentlichung aller Generalversammlungen wirksam, deren Zustimmung zur Verschmelzung erforderlich sind.

l) Herr Alain KOHNEN, Betriebsrevisor, mit beruflicher Anschrift in L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss, 61, wurde damit beauftragt, den unter Artikel 265 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehenen Prüfungsauftrag wahrzunehmen und den Aktionärsversammlungen beider Gesellschaften über dessen Resultat Bericht zu erstatten.

m) Vorliegende Verschmelzung erfolgt steuerbefreit, im Sinne von Artikel 170, Paragraph 2 L.I.R.

Weiswampach, den 22. Dezember 2010.

Günther LEUFGEN / Thomas LEUFGEN / Hannelore LEUFGEN-MÜLLER

Verwaltungsratsmitglied / Verwaltungsratsmitglied / Verwaltungsratsmitglied

Référence de publication: 2011012500/105.

(110013480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

AI Dynamic Alpha Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 1. Dezember 2010, für den Fonds AI Dynamic Alpha Fonds wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012526/10.

(110014411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Tiger Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 15. Dezember 2010, für den Fonds Tiger Fund wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012527/10.

(110014415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

FU Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 15. Dezember 2010, für den Fonds FU Fonds wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012528/10.

(110014418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Mithras Leasing (No. 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée, (anc. Dresdner Leasing 3 S.à r.l.).

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 137.845.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la deuxième ligne de l'en-tête de chacune des six publications suivantes concernant la société Mithras Leasing (No. 2) S.à r.l. (anciennement Dresdner Leasing 3 S.à r.l.):

- un extrait des résolutions du conseil d'administration en date du 20 août 2008, publié dans le Mémorial C n° 2756 du 13 novembre 2008, pages 132260 et 132261;

- un avis de changement de siège d'un associé, publié dans le Mémorial C n° 1553 du 12 août 2009, page 74542;

- un avis de cession de parts, publié dans le Mémorial C n° 1713 du 4 septembre 2009, page 82188;

- un extrait d'une résolution de l'associé unique en date du 24 mars 2010, publié dans le Mémorial C n° 933 du 4 mai 2010, page 44778;

- un extrait d'une résolution de l'associé unique en date du 12 octobre 2010, publié dans le Mémorial C n° 2590 du 26 novembre 2010, page 124319;

- une mention du dépôt au Registre de commerce et des sociétés des comptes annuels au 31 mars 2009, publiée dans le Mémorial C n° 2711 du 9 décembre 2010, page 130122:

au lieu de: «Capital social: EUR 12.500,00.»,

lire: «Capital social: GBP 12.500,00.».

Référence de publication: 2011013161/22.

Real Estate MK, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 15. Dezember 2010, für den Fonds Real Estate MK wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012529/10.

(110014419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

AC Multistrategy, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 15. Dezember 2010, für den Fonds AC Multistrategy wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012530/10.

(110014420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Strategy Select, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 15. November 2010, für den Fonds Strategy Select wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012531/10.

(110014421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Alpha Top Select Vorsorge, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 15. Dezember 2010, für den Fonds Alpha Top Select Vorsorge wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012532/10.

(110014422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Avalon Multi Asset Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 1. Dezember 2010, für den Fonds Avalon Multi Asset Fund wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012533/10.

(110014425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Rhein Asset Management (LUX) Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 1. Dezember 2010, für den Fonds Rhein Asset Management (LUX) Fund wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012534/10.

(110014427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Prometheus AI, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 15. Dezember 2010, für den Fonds Prometheus AI wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012535/10.

(110014440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

ZENAR Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 3. Dezember 2010, für den Fonds ZENAR Fonds wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 24. Januar 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011012536/10.

(110014442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Knowledge Base Systems SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 129.860.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 24 novembre 2010.

Résolutions

Toutes les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

1. L'assemblée générale accepte la démission de la société BCCB Incorporated Limited au poste de commissaire aux comptes et décide de la remplacer par la société Jawer Consulting SA ayant son siège au 241, route de Longwy L-1941 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010164761/14.

(100191211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

ASW Investments 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 130.459.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société ASW Investments 2 S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Joseph Elvinger en date du 16 septembre 2010, a été clôturée par résolutions de l'associé unique signées en date du 8 décembre 2010.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société Hutchison Whampoa Luxembourg Holdings S.à r.l., actuellement au 7, Rue du Marché aux Herbes, L-1728 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2010.

Référence de publication: 2010164457/15.

(100191197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Bahlsen GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1321 Luxembourg, 145, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 7.452.

Cession de parts

1) Avec effet au 26 novembre 2010, un changement dans l'actionnariat de la Société sous rubrique est intervenu de cette façon:

BAHLSSEN BETEILIGUNGS-GmbH, détenant 1.000 parts dans la société ci-haut mentionnée, a cédé ses parts à:

Bahlsen Beteiligungsverwaltungs-GmbH, une société constituée selon les lois allemandes, en cours d'immatriculation auprès de l'Amtsgericht Hannover, avec siège social au Podbielskistraße 11, 30163 Hannover, Allemagne.

2) Il est à noter que l'adresse de BAHLSEN GmbH est inscrite comme suit:

BAHLSSEN GmbH, 145, rue de Cessange, L-1321 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010164492/19.

(100191145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

ASW Investments 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 130.470.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société ASW Investments 3 S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Joseph Elvinger en date du 16 septembre 2010, a été clôturée par résolutions de l'associé unique signées en date du 8 décembre 2010.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société Hutchison Whampoa Luxembourg Holdings S.à r.l., actuellement au 7, Rue du Marché aux Herbes, L-1728 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2010.

Référence de publication: 2010164458/15.

(100191198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Brixen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 49.989.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 9 décembre 2010, enregistré à Luxembourg A.C., le 13 décembre 2010, LAC/2010/55765, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "BRIXEN S.A. (en liquidation)", R.C.S. Luxembourg Numéro B 49989 ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 5 janvier 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 201 du 5 mai 1995.

Les statuts de la société ont été modifiés par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 27 avril 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 694 du 6 juillet 2004.

a été clôturée et que par conséquence la société est dissoute.

Les livres et documents de la société resteront conserver pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation auprès de Fiducenter S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B62780.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Référence de publication: 2010164524/23.

(100191246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Plâtrerie GIOMBETTI S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3591 Dudelange, 59, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 36.566.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2010.

Christine DOERNER

NOTAIRE

Référence de publication: 2010171005/12.

(100196296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

Christiania Compagnie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 112.965.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 29 octobre 2010

1. M. Cédric BRADFER a démissionné de son mandat de gérant.

2. M. Pierre CLAUDEL, administrateur de sociétés, né à Schiltigheim (France), le 23 mai 1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 13 décembre 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *Christiania Compagnie S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010164533/16.

(100191206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Corvin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 40, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 59.993.

Constituée par acte passé par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 26 juin 1997, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 569 du 17 octobre 1997.

Assemblée Générale Ordinaire du 14 décembre 2010 pour les comptes consolidés

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société Corvin S.A., tenue au siège social en date du 14 décembre 2010 que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

1. Nomination pour la durée d'un an de la société "L'Alliance Révision Sàrl" ayant son siège social à 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg comme réviseur d'entreprises pour la révision des comptes consolidés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Corvin S.A.

Signature

Référence de publication: 2010164574/17.

(100191257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

SA.TU. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 125.854.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 9 décembre 2010, enregistré à Luxembourg A.C., le 13 décembre 2010, LAC/2010/55766, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "SA.TU. S.A. (en liquidation)", R.C.S. Luxembourg Numéro B 125854, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Me André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 mars 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1059 du 5 juin 2007.

a été clôturée et que par conséquent la société est dissoute.

Les livres et documents de la société resteront conserver pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation auprès de Fiducenter S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B62780.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Référence de publication: 2010164896/21.

(100191283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Fortezza NON IPO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 131.941.

—
EXTRAIT

En date du 18 novembre 2010, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

Remplacement de Monsieur Jean-Paul Frisch, gérant classe B de la Société par Madame Fulvia Bizzozero, née le 03.06.1968 à Liège (B), en qualité de gérante classe B de la Société, pour une durée indéterminée, avec effet au 19.11.2010 et demeurant professionnellement au 2-4, rue Beck à 1222 Luxembourg;

De sorte que le nouveau conseil de gérance est composé comme suit:

1. Nick Fegan
2. Randal Nardone
3. Fulvia Bizzozero

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010164637/18.

(100191179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2010.

O.G. Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, Maison 39B.

R.C.S. Luxembourg B 99.257.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIEKIRCH, le 28 décembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2011002278/10.

(100202875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2010.

Media-Consulting-Pint G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 15, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 96.435.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIEKIRCH, le 22 décembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2011002277/10.

(100202906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2010.

Paladino s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9070 Ettelbruck, 5, place de la Résistance, Bottermaart.

R.C.S. Luxembourg B 114.971.

—
Le Bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011002279/10.

(100202928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2010.

Luxlocation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9992 Weiswampach, 3, Cité Grait.

R.C.S. Luxembourg B 106.743.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXLOCATION SARL
3, CITE GRAIT
L-9992 WEISWAMPACH
Signature

Référence de publication: 2011001516/13.

(100203937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Holz Center Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7795 Bissen, 1, Zone artisanale Klengbousbiérg.

R.C.S. Luxembourg B 121.578.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011001484/10.

(100203844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Holz Center Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7795 Bissen, 1, Zone artisanale Klengbousbiérg.

R.C.S. Luxembourg B 121.578.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011001483/10.

(100203840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Babyworld, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 44, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 121.578.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011001485/10.

(100203846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Industrie du Bois Diekirch, SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9250 Diekirch, 50, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 91.516.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INDUSTRIE DU BOIS DIEKIRCH S.A.

Référence de publication: 2011001509/10.

(100203760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2010.